L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N°92- Vendredi 8 mars 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Pour construire la paix : le droit partout et pour tous

Coll. Fondation Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

La guerre du Golfe est finie mais que sera l'après-guerre ?
Tout d'abord, je ferai un constat : je suis, moi aussi, pacifiste, bien qu'ayant apporté mon soutien au chef de l'Etat et à son gouvernement majoritairement socialiste. Mais je dis, soyons vigilants, car le pacifisme bêlant de certains, s'exprimant au nom des forces de démocratie et de progrès, ainsi que le discours de certains socialistes se prétendant plus "républicains" que d'autres, est un leurre. "Français, vous avez la mémoire courte"... car si les démocrates que nous sommes ne dénoncent ni ne combattent les dictatures, qui le fera ?
Je suis né pendant la dernière guerre, alors que les alliés bombardaient le Vieux Port, mais sachons nous souvenir... Cela ne m'empêche pas de m'engager contre les trop nombreuses victimes civiles et militaires de ce conflit dans les deux camps ni de dénoncer les marchands d'armes dont le seul but est de vendre ce qui servira à tuer...
Ensuite viennent mes questions.
La convention du PS du mois d'avril va-t-elle enfin débattre des vraies questions de politique intérieure et internationale autrement qu'au coup par coup ? Aurons-nous enfin un grand dessein ou un véritable projet à présenter à nos électeurs ? Sinon, nous allons encore, comme en 1986, subir l'aternance et le retour de la droite au pouvoir et aux affaires. Et je dis : "plus jamais ça", c'est du reste la raison de mon adhésion. Dans la suite de ce conflit, notre Parti va-t-il proposer une démilitarisation des pays du Moyen-Orient ?
Allons-nous, en tant que parti de gouvernement, continuer à cautionner la vente abusive d'armes ? Appuierons-nous une paix onusienne et non l'acceptation d'une solution proposée par un des deux super-gendarmes ? Approuverons-nous la reconstitution d'un Etat kurde, la fondation d'un Etat palestinien, la délimitation de frontières sûres pour l'Etat d'Israël, l'évacuation de tous les occupants du Liban et le respect de la souveraineté de son gouvernement ? Sommes-nous pour l'organisation de la sécurité collective de tous les peuples vivant au Moyen-Orient ?
Face aux lourdes dépenses dues à ce conflit, notre pays va-t-il tout faire, par l'intermédiaire de notre groupe parlementaire, pour que les dépenses que j'appellerai d'avenir (éducation, recherche, emploi, culture et jeunesse) soient préservées ? Les bas salaires vont-il devoir une fois de plus payer les pots cassés sans avoir leur part du juste partage des profits ?
Telles sont peut-être les questions sur lesquelles nos électeurs nous jugeront.
Jean-Claude Maurin - Nîmes (30)

■

Toute guerre, quelle qu'elle soit, a toujours une fin. Et cette fin pose des questions qu'il faut, à court ou à long terme, résoudre.
A propos de l'après-guerre du Golfe, trois questions majeures doivent être résolues si l'on veut une avancée vers un nouvel ordre mondial.
a) Dédommagement des dégâts causés à Israël à la suite des tirs injustifiés de missiles Scud sur son territoire. La réparation de cette agression créera des conditions favorables au dialogue dans l'ensemble de la région, d'autant plus que Israël ne s'est pas impliqué dans le conflit.
b) Reconstruction politique et économique de l'Irak et du Koweït, car une paix durable ne peut se bâtir sur les ruines, encore fumantes, de la guerre. Il faut donc savoir éteindre le feu et repartir sur des nouvelles bases.
c) Développement du tiers monde en lien avec la paix dans le Golfe. Les peuples du tiers monde seront invités, malgré eux, à payer le prix de l'après-guerre du Golfe par la ponction directe ou indirecte de leurs économies déjà très malades.
Le processus vers un nouvel ordre mondial, à mon avis, passe par ce triptyque.
Marcus Enyouma - Lyon (69)

■

Depuis le déclenchement de la crise du Golfe, que certains milieux voulaient à tout prix transformer en guerre du Golfe ou en expédition préventive pour la sécurité d'Israël, tout n'a pas été évident dans le gotha socialiste.
Politique de l'embargo, votée par le Parlement. Diplomatie de l'ultimatum.
Puis, la guerre : au service de l'ONU, puis au compte des 29 pays sur 165 de l'organisation internationale. Vote, résolution, cantonnés aux 5 ou aux 15. Pourquoi ?
Bien sûr, "Vendredi", "l'hebdomadaire des socialistes", nous informait. Cependant les comptes rendus des numéros 88, 89, 90 me laissent sur ma soif d'informations : votes au comité directeur, à l'Assemblée nationale. Au plan des anecdotes, nous savons que "Socialisme et République" serait divisé parce qu'en son sein, on discuterait : Avice et Bockel ne seraient pas sur la même longueur d'onde que Motchane et Gallo.
Ne discuterait-on pas dans les autres courants ? Quelle injure aux autres sensibilités !
Il y aurait eu des rencontres rue de Solferino. Mais ici, dans nos sections de province, des questions et des interrogations demeurent.
C. Freitas - Villeneuve-sur-Lot (47)

■

La bonne conscience des sociétés bien policées, après la guerre, dictera de reconstruire ce qui aura été détruit.
La convenance sociale sera, à défaut de les ressusciter, d'enterrer les morts et d'allumer pour eux la flamme du souvenir. Nous rebâtirons la cathédrale et nous suivrons les morts ; et les querelles iront bon train, surtout à l'intérieur. L'opposition déversera tout son venin sur le président, la diplomatie et le Parti : les sans-travail, les sans-abri, nous en reparlerons, sans doute, l'hiver prochain !
Dérisoires sommes-nous pour évacuer sur les quais de la Seine la criante injustice qui sait attendre qu'il fasse moins nuit, moins froid, moins faim pour se nicher dans d'éphémères refuges à ciel ouvert. Cette misère-là, la nôtre, celle d'une société trop bien nommée, où seul l'argent est courtisan, nous en reparlerons, oui, l'hiver prochain, bien chauffés dans les salons de Paris !
Giovannina Settembre - Gap (05)

■

"Vendredi" me paraît avoir manqué l'occasion de faire un grand reportage sur les mines, à l'occasion de la fermeture à Oignies du dernier puits encore ouvert au 20 décembre 1990 dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. L'article que vous y avez consacré dans le numéro 84 ne citait que des faits vrais mais il était insuffisant.
Il aurait fallu rappeler que la corporation minière est celle qui, dans notre pays, a payé le plus lourd tribut de peines, de sang et de larmes.
La peinture qu'Emile Zola a faite de la vie des mineurs voilà plus d'un siècle dans "Germinal" est longtemps restée véridique. Zola, pour son personnage de Lantier, s'était inspiré d'Emile Basly, ancien ouvrier mineur, député de la Seine de 1885 à 1889 qui, il y a eu un siècle le mois dernier, devenait pour la première fois député du Pas-de-Calais, à Lens, dans la "capitale du Pays noir", et qui allait le rester jusqu'à sa mort, en 1928, en étant simultanément président du Syndicat des mineurs.
Il fallait rappeler les luttes que ces ouvriers du sous-sol menèrent contre les implacables compagnies minières.
Au début de ce siècle, mon grand-oncle, qui habita toute sa vie à Oignies, justement, fut emprisonné huit jours parce qu'il réclamait un demi-sou d'augmentation de salaire par jour !
Il aurait fallu préciser que des gosses de douze ans étaient embauchés pour travailler au fond comme galibots !
Il fallait rappeler que cette terrible maladie professionnelle qu'est la silicose a abrégé la vie de nombreux mineurs. Et les nombreux coups de grisou ! Je ne rappellerai que la terrible catastrophe de Courrières qui endeuilla la France entière le 10 mars 1906, il y aura 85 ans dans quelques jours...
On pouvait rappeler l'action au Parlement d'hommes comme Emile Basly, Henri Cadot, Alfred Maës, Jacques Louart avant la Seconde Guerre mondiale et, après celle-ci, Paul Lion, Fernand Dauchicourt, Raymond Drancy qui, tous, furent des socialistes et firent avancer la législation ouvrière pour plus de sécurité et d'avantages sociaux.
Fernand Pantigny - Montauban-de-Luchon (31)

■

Retraité de l'imprimerie, j'ai lu avec intérêt le dossier "Le monde des retraités" paru dans le n° 90 de "Vendredi". Le chapitre "Au foyer restaurant" me suggère en quelques réflexions.
André, 67 ans : cadre retraité, propriétaire de son logement, affirme "s'en sortir" moins bien que d'autres parce que peu aidé financièrement.
Si ce monsieur a une carrière complète, il perçoit une retraite de l'ordre de 10.000 F par mois... et bénéficie pourtant de repas à 21 F (qui n'est sans doute encore pas le prix de revient). Comment peut-il se plaindre, alors qu'en France la moitié des travailleurs du privé n'ont pour vivre que le SMIC (5.000 F par mois) avec des loyers de 1.000 à 1.500 F ? Et je ne parle pas des chômeurs en fin de droit...
Joseph Vidal - Carbonat (15)

■

Lecteur attentif et intéressé de notre hebdomadaire, je saisis l'occasion du récent dossier sur le monde des retraités pour vous faire part de mes réflexions à ce sujet, pas toujours roses malheureusement.
Je fais donc partie depuis deux ans de cette nombreuse et gênante cohorte, au titre de l'Education nationale. Or, je remarque que ma pension nominale n'a pratiquement pas varié depuis octobre 1989. Ou plutôt, elle évolue en dents de scie, au gré des faibles hausses des traitements d'activité et des prélèvements sociaux qui viennent périodiquement les annuler.
Et ce n'est pas fini, puisque ma pension de février va être amputée du 1,1% de la nouvelle CSG. Que restera-t-il alors de la majoration de 1,7%, de septembre dernier ?
Bien entendu, je ne réclame pas une hausse de mon pouvoir d'achat, ce que ne justifieraient ni la conjoncture économique difficile, ni les services notables que je ne rends plus à mon ancienne profession. Mais du moins pourrions-nous espérer un simple maintien ? Or, avec une inflation cumulée d'environ 7 à 8% (en un peu plus de deux ans), et des majorations parcimonieuses, on peut estimer que nous avons perdu 5% de pouvoir d'achat pendant cette période.
Jacques Priouret - Aubusson (23)

■

J'ai accepté d'être le contact de "Vendredi" pour la Marne et je m'attelle à la tâche avec plaisir.
Premier constat : 6 sympathisants sont servis actuellement pendant 10 semaines et ce, gratuitement. 3 sympathisants se sont abonnés à "Vendredi". 18 adhérents, membres du PS, servis et ayant payé l'abonnement. A titre d'exemple : 4 militants de la section de Reims et 3 militants de la section de Tinqueux.
Une évidence s'impose, qu'en est-il des autres ? Qu'attendent-ils pour payer ?
Faisons un bref rappel : il y a confusion dès le premier numéro de "Vendredi" : 20 F seulement sont prélevés sur les cotisations. L'abonnement coûte 250 F par an, soit 6 F le numéro. Pour la moitié du prix d'un paquet de cigarettes, vous avez ce magazine.
Pour quelques-uns, dont je suis, il n'y a jamais eu confusion ! Alors pourquoi ? Il faut faire vivre cet extraordinaire vecteur d'idées et d'informations qu'est "Vendredi". Tous ensemble.
A vous, responsables, et aux élus, je lance cet appel : parlez-en dans les sections, autour de vous. Faites de l'activisme pour notre journal. Fournissez-moi également des noms de sympathisants : ils seront servis gratuitement pendant 10 semaines.
A Tinqueux, je me suis organisé de la façon suivante : j'ai commandé, rue de Solferino, 4.000 "Vendredi" (les derniers numéros) et nous allons les distribuer dans chaque foyer. Nous y gagnerons peut-être quelques abonnements, nous ferons connaître l'hebdomadaire, et nous montrerons notre dynamisme. Alors... faites-en autant.
Tout le monde doit mettre la main à la poche sinon,, surviendront de graves difficultés. Faites que, de Paris, on ne me dise plus que la "Marne est un désert."
Que chacun trouve autour de lui trois noms de sympathisants, nous leur enverrons gratuitement pendant 10 semaines "Vendredi". La liste est à la Fédération, alors... un petit coup de fil !
B. Dzidzian - Reims (51)

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction : Vanda Gervasio (78.61) Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : N (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo :
Ettore Malanca / Sipa-Press (Couv.) ; Stevens / Sipa-Press (pp. 3 et 6) ; Korod / Sygma (pp. 3 et 13) ; Eric Megret / Sipa-Press (pp. 3 et 21) ; J.-F. Marin / Editing (p. 5) ; Jacques Witt / Sipa-Press (p. 7) ; C. Osbourne / Imapress (p. 9) ; Sittler / Rea (p. 11) ; D.R. (p. 12) ; Maillac / Rea (p. 14) ; Alix / Sipa-Press (p. 15) ; D.R. / J.-P. Dubois (p. 17) ; Bac films (p. 18) ; P. Le Segretain / Sygma (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 250.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 Les socialistes et l'après-guerre
5 • A la Réunion
• Pierre Mauroy

INTERNATIONAL

6 Pierre Guidoni
7 • Explication d'une défaite
• Koweït : état des lieux
8 Le conflit et le monde arabe
9 Irak : histoire et perspectives
10 L'Amérique latine bouge

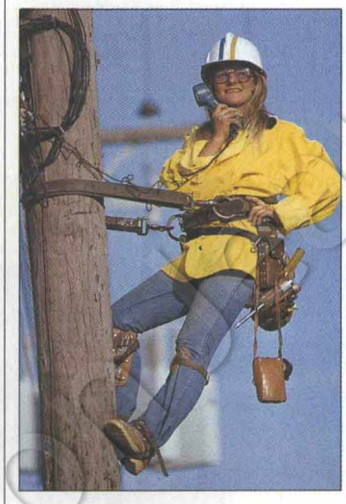
11 à 13 DOSSIER
Femmes, femmes
11 Egalité : encore un effort
12 • Vies de femmes
• Objectif : mixité
13 • Michèle André
• Yvette Roudy

ECONOMIQUE ET SOCIAL

14 • Prévisions 1991
• L'Europe des P et T
15 Le chômage partiel



▲ Irak : leçons d'un conflit (pp. 6 à 9)



▲ 8 mars : journée internationale des femmes (pp. 11 à 13)



▲ Serge Gainsbourg (p. 21)

EUROPE

16 Une nouvelle politique agricole commune ?

REGIONS

17 Fougères, ville moyenne, fait sa pub

CROQUIS

19 • Le bloc-notes de Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE

20 • Une injustice réparée : "Les Contes d'Hoffmann"
• Cinéma : "Havana"
• Télévision
21 • 62, année fatidique
• Ça chante et ça jazze
• Le théâtre à l'heure de l'Europe
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITEE

23 Françoise Giroud

■ AGENDA ■

• **36.14 code PS.** Vos questions sur les conséquences de la guerre du Golfe. Mardi 12, 18h à 20h, avec Claude Estier. Prochain invité : Jean Auroux sur la session extraordinaire du Parlement.
• **Colloque "Où en sont les femmes ?"** : le 9 mars à Paris. Avec : Michèle André, Marcel Debarge, Michel Debout, Lionel Jospin, Yvette Roudy. 28 bis rue Saint-Dominique. ☎ 45 56 77 70.
• **Colloque "Science, pouvoir, citoyen"** : les 13 et 14, Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette 75019 Paris. ☎ 40.05.73.32.
• **Colloque "Quelle démocratie pour quel citoyen ?"** : les 15 et 16, à Albi, avec Jean Ellenstein et Lionel Jospin. ☎ (16) 63 54 11 11
• **Colloque "la politique industrielle"** : le 27 avec Gérard Collomb et Michel Debout. 28 bis r. St-Dominique 75007 Paris. ☎ 45 56 78 07
• **Se former aux techniques d'animation** : du 23 au 27, à Risoul (05), stage pour les responsables des sections et des fédérations. ☎ 45 56 78 68.
• **La culture dans toutes ses régions** : la rencontre de Créteil, des 5 et 6 avril, est reportée aux 12 et 13 avril. ☎ 45 56 78 23.
• **Colloque : "La justice et l'Etat"** organisé par la Fondation Jean-Jaurès, le 13 avril, 28 bis r. Saint-Dominique. ☎ 45 56 78 46.

Chirac l'africain

Invité au petit déj' de France-Inter, Jacques Chirac a tartiné allègrement sur les faits de société : le chômage et l'intégration. Le maire de Paris allait-il décupler les logements sociaux dans la capitale et ouvrir des régies de quartier à la Chapelle-Goutte d'Or, plutôt que de livrer ce secteur aux promoteurs ? Pas du tout !
Le président de la Rue de Lille suggère tout simplement qu'on "réduise les avantages sociaux attribués aux travailleurs immigrés et qu'on impose un moratoire pour le regroupement familial"...
Ainsi, si les entreprises souhaitent encore trouver de la main-d'œuvre à bon marché, on fera appel aux étrangers, mais sans que ceux-ci bénéficient de la même couverture sociale que les nationaux.
On est génial, au RPR

J.R.

Fondation Jean Jaurès

les socialistes, la guerre et l'après-guerre

François Mitterrand va devoir réussir la paix, Michel Rocard remontera en première ligne pour traiter les dossiers mis en sommeil pendant la crise du Golfe, et le PS tentera de préserver son unité : après-guerre chargé pour le gouvernement et les socialistes.

La guerre du Golfe marquera certainement un tournant dans le septennat. Mais gare aux leurres ! Si, selon un sondage de BVA publié par "Libération", 85% des Français approuvent l'action de François Mitterrand pendant la crise du Golfe, cette cote inédite ne doit pas pour autant être assimilée à l'état de grâce dont le chef de l'Etat avait bénéficié après son élection en 1981. A l'époque, les Français, en quête de changement, se montraient enthousiastes à l'égard d'un François Mitterrand qui incarnait une politique de réformes dans de nombreux domaines et donnait ainsi un nouvel élan à la vie politique. Aujourd'hui, ils apprécient le côté sécurisant de François Mitterrand, homme d'Etat et "père de la patrie", qui a su gérer une crise internationale doublée d'une intervention militaire, sans dommage pour le pays. Mais la confiance qu'ils lui prodiguent ne s'applique qu'à un aspect de son action : la politique étrangère. Elle ne s'étend pas forcément au champ de la politique intérieure. C'est pourquoi les spéculations qui vont bon train sur l'éventualité d'une dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections législatives semblent peu réalistes. Les résultats d'une telle consultation électorale paraissent trop incertains pour le pouvoir.

NOUVEAU SOUFFLE

En revanche, le deuxième septennat de François Mitterrand peut trouver un second souffle grâce à la politique étrangère. Si la guerre du Golfe est terminée militairement, ses prolongements diplomatiques ne font que commencer. Après avoir joué son rôle dans la coalition, la France s'efforcera de s'affirmer dans la redéfinition du nouvel ordre mondial qui pourrait surgir du conflit.



▲ *Gérer une crise internationale doublée d'une intervention militaire.*

Désormais, le président de la République devra réussir la paix. C'est tout le sens de la rencontre Mitterrand-Bush du 14 mars, à la Martinique. Un véritable défi à relever pour le président de la République qui n'aura pas la partie facile face aux Américains qui sortent renforcés de la guerre.

L'autre leurre qu'il convient de déjouer est celui du consensus politique. Réel depuis deux mois, il ne devrait pas survivre au retour à la paix. Certes, la droite évitera sans doute de s'en prendre frontalement à François Mitterrand tout auréolé d'une forte popularité sur laquelle toute attaque glisserait sans aucune efficacité. En revanche, elle devrait reporter ses critiques sur le gouvernement. Michel Rocard ne sera donc pas épargné dans les prochains jours. Alain Juppé a donné le ton : "Le gouvernement est nul." A peine les derniers tirs d'artillerie ont-ils cessé en Irak que quelques zélés fantassins de l'opposition sont pressés de reprendre les hostilités sur le front intérieur.

Effacé depuis deux mois en raison du rôle en retrait que lui assigne la Constitution sur les questions de politique étrangère et de défense, le Premier ministre va refaire surface. Le week-end prochain, il sera à Washington à l'occasion de la conférence franco-américaine. Il reviendra au premier plan de la politique intérieure avec la gestion de dossiers comme la retraite, l'immigration, la ville, différents arbitrages budgétaires sur le coût de la guerre, la réforme du scrutin des élections régionales qui doit être présentée à la session parlementaire de printemps. Celle-ci fera suite à une session extraordinaire qui sera convoquée le 19 mars pour débattre de la situation internationale, des projets de loi sur le statut de la Corse, sur la solidarité financière entre les communes et sur la réforme de l'administration territoriale. Bref, Michel Rocard a du pain sur la planche...

SORTIR DE L'EQUIVOQUE

Au Parti socialiste, le conflit du Golfe a fait "bouger les lignes". Face à une grande majorité du PS qui soutenait la politique de François Mitterrand, s'est constitué un front anti-guerre emmené par Socialisme et République et renforcé par la Nouvelle Ecole socialiste ainsi qu'une fraction du courant popereniste. Ce nouveau clivage menace-t-il la synthèse de Rennes ? Est-il porteur d'une recomposition du Parti avant le prochain congrès ? En clair, les amis de Jean-Pierre Chevènement, principale force d'opposition à la politique gouvernementale au sein du PS, basculeront-ils dans la minorité ?

Pierre Mauroy, dans la lettre adressée à chacun des militants au début de la semaine, les a engagés à sortir de l'équivoque qui les voit rester à la direction du PS tout en affichant leur différence : "L'heure est certainement venue, si possible dans l'unité, mais nécessairement dans la clarté, de faire bloc pour approuver l'action du président de la République et les propositions qui en seront les conséquences logiques." Mercredi, le bureau exécutif devrait préparer un texte dans la perspective de la convention nationale des 6 et 7 avril. Que fera Socialisme et République à l'occasion de la réunion de cette convention ? Les divisions sont toujours aussi profondes en son sein. Le fabiusien Marcel Debarge souhaite, lui aussi, une "clarification des positions" des socialistes anti-guerre, mais il souligne qu'une convention n'est pas un congrès et que, dans l'hypothèse où les amis de Jean-Pierre Chevènement décideraient d'entrer dans la minorité "avant, pendant, ou après la convention, nous réunirons la commission des résolutions et nous verrons les conséquences sur le Parti. S'il y avait éclatement de la direction du PS, cela poserait des problèmes à tous les courants". Que ce soit à l'Elysée, à Matignon ou rue de Solferino, l'après-guerre ne sera pas un chemin bordé de roses...

Jean-Pierre Bedeï

la Réunion : le détonateur de Télé Free Dom

Les émeutes des 23, 24 et 25 février qui ont fait une dizaine de morts à Saint- Denis de la Réunion traduisent un malaise social qui va bien au-delà de la question posée par la saisie du matériel de Télé Free Dom.

Gilbert Annette, le maire de Saint-Denis de la Réunion, avait alerté François Mitterrand. Le 21 février, deux jours avant les émeutes qui allaient provoquer une dizaine de morts, il avait écrit au chef de l'Etat : "Suite à la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la menace de saisie qui pèse sur Freedom, des troubles graves de l'ordre public sont à craindre lors de la manifestation populaire prévue ce samedi pour soutenir cette unique télévision locale gratuite." Prédiction exacte : la manifestation a dégénéré en de violentes scènes de pillage et s'est terminée dans la tragédie. Entre des bavures policières et la manipulation des manifestants, bien des aspects de ces trois journées meurtrières sont encore loin d'être élucidés. Au banc des accusés : le Parti communiste réunionnais. A travers l'un de ses membres, Félicien Malbrouck, ancien candidat du PCR aux cantonales de 1988, on le soupçonne d'avoir organisé les violences. Mais, après deux jours de garde à vue, Malbrouck a été libéré sans aucune inculpation. Quant au PCR, il nie, bien sûr, toute responsabilité dans les débordements des manifestants.



▲ *Gilbert Annette, maire de Saint-Denis de la Réunion.*

UN EXUTOIRE

La ville va-t-elle retrouver sa sérénité ? Egal à lui-même, l'avocat de Télé Free Dom, Jacques Vergès, frère de Paul Vergès, le patron du PCR, n'a pas fait baisser la tension en appelant le "peuple créole" à se mobiliser contre la "répression colonialiste".
Pourtant, à la mairie de Saint-Denis de la Réunion, on a le sentiment que toute cette affaire aurait pu être évitée. Fondée en 1986, Télé Free Dom, non sans maladresses et quelque démagogie, avait su se faire l'expression des milieux les plus défavorisés de la ville. Elle servait d'exutoire aux exclus de la société. Sa disparition ne pouvait qu'entraîner un "sentiment de frustration" dans cette population.
C'est pourquoi, dans sa lettre au président de la République, Gilbert Annette demandait que "la loi ne s'applique pas dans toute sa rigueur et qu'une solution négociée soit recherchée". Peine perdue. La saisie du matériel de Télé Free Dom a déclenché la colère des habitants du quartier du Chaudron. Elle a servi de détonateur au grave malaise social qui affecte la Réunion, et Saint-Denis en particulier. Dans cette ville, on dénombre 6.000 allocataires du RMI, 10.000 chômeurs. Dans les quartiers les plus pauvres, des demandes de logement attendent depuis dix ans ; quinze personnes représentant parfois trois générations vivent dans un F3.
Depuis qu'il a été élu maire, en 1989, Gilbert Annette s'efforce de maintenir le dialogue avec tous ces exclus. Un plan sur dix ans a été élaboré pour résorber par tranches les logements insalubres. La municipalité a signé avec l'Etat une convention pour 5.000 emplois-solidarité. "Mais ces contrats arrivent à expiration. Ce sont des palliatifs et les jeunes sont sans perspective", déplore-t-on à Saint- Denis. Un contrat de ville -le seul signé en outre-mer- doit permettre à Saint-Denis de se moderniser et de se développer. Mais il faudra du temps pour que ses dispositions améliorent la vie quotidienne des Dyonisiens.
Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, qui s'est rendu à la Réunion à la suite des émeutes, a incité les élus locaux et l'Etat à resserrer leur collaboration pour mettre en œuvre ce contrat, confirmant que seront livrés 800 logements en 1991 et plus de 1.100 en 1992. La politique "d'égalité sociale" et de développement économique que s'efforce de conduire le gouvernement n'est pas encore perçue par la population et notamment par les jeunes, tant les retards accumulés par la Réunion sont énormes. Dès lors, la moindre maladresse des autorités peut engendrer une flambée de violence. L'affaire de Télé Free Dom vient de le prouver.

J.-P.B.

A NOS LECTEURS

Vous souhaiteriez faire connaître "Vendredi" à vos parents, amis, collègues, relations ? Envoyez-nous leurs adresses, ou laissez un message sur le 36.14 PS : nous leur enverrons notre hebdomadaire, gratuitement, pendant 10 semaines.

Objectifs

Depuis le 16 janvier, une question et une même question, lancinante mais déterminante, est sans cesse revenue : quels sont les buts de guerre de la France ? A cette question, inlassablement, nous répondions que nous ne recherchions que le rétablissement de la souveraineté du Koweït. Et pourtant, certains continuaient d'entretenir le scepticisme et de nourrir les interrogations. Aujourd'hui, les faits ont tranché. Les buts de guerre proclamés -et eux seuls- ont été respectés.

Tout n'est pas fini pour autant, bien au contraire. Le Proche et le Moyen-Orient réclament plus que jamais notre attention car la paix doit démentir ce sentiment trop souvent répandu -et trop souvent à juste titre- qu'il y a "deux poids, deux mesures" dans l'application du droit international.

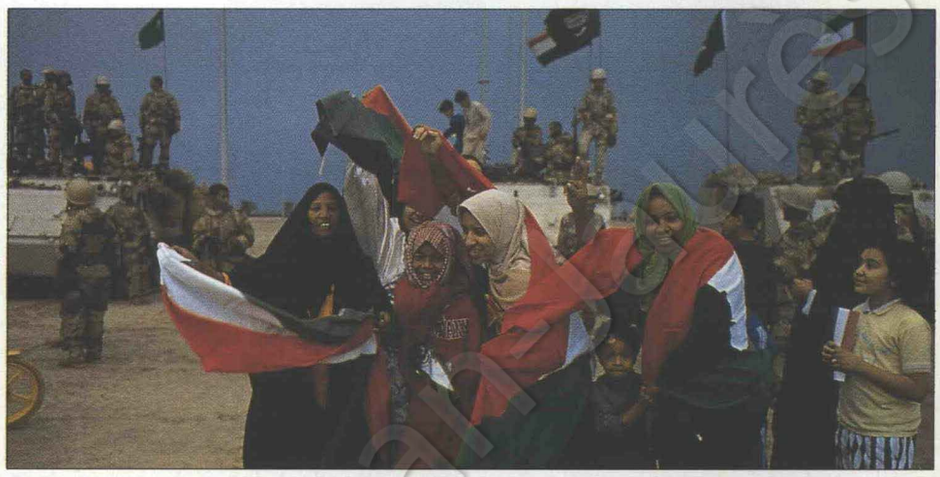
Ainsi, le contentieux, notamment économique, entre l'Irak et le Koweït, doit être apuré dans un esprit de justice et de responsabilité. La sécurité d'Israël doit être garantie. La revendication des Palestiniens à un Etat doit être satisfaite. L'intégrité et la souveraineté du Liban doivent être rétablies. Le contrôle des ventes d'armes et de certains transferts technologiques doit être instauré. Les richesses naturelles -le pétrole, mais aussi l'eau- doivent être plus équitablement partagées dans des pays où la démographie continue de galoper.

En France même, d'autres urgences nous sollicitent. Nous devrons parler haut dans le débat qui s'engage sur les retraites, l'indexation des pensions et les réformes de fond qui garantiront la pérennité du système. Nous devrons tirer les conséquences de l'incapacité de l'Europe à peser réellement sur les affaires du monde pendant la crise. Nous devrons enfin prendre notre part au débat sur la défense.

Pour échanger toutes nos idées sur ces sujets -mais aussi sur le Parti socialiste, sa cohésion et sa stratégie- nous nous réunirons les 6 et 7 avril prochains en convention nationale. Le débat doit donc rapidement s'engager dans les sections puis dans les fédérations. Viendra ensuite l'heure de nous retrouver, dans la clarté, dans le plus large rassemblement de tous les socialistes.

pour que ce conflit ouvre un nouvel ordre international

Le 28 février au matin, le cessez-le-feu intervenait. L'accord était conclu en deux heures, dimanche 3 mars, entre les alliés et les Irakiens. Le jour même, François Mitterrand exprimait "sa gratitude à la nation, qui nous a accordé massivement sa confiance, au commandement allié, dont les plans se sont révélés si perspicaces, à nos armées et à leurs chefs qui, sur mer, sur terre et dans les airs ont fait l'éclatante démonstration de leur valeur." Aujourd'hui, il faut construire la paix et la tâche est immense. Comme le souligne Pierre Guidoni, "les Nations Unies doivent jouer un rôle central" dans sa mise en œuvre. A cet égard, la proposition du président de la République de réunir -pour la première fois de son histoire- le Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement est significative de la volonté de la France de "tenir son rang" et de "jouer son rôle" aujourd'hui dans les négociations comme hier dans la guerre. Alors que l'Irak, profondément ébranlé, traverse des heures difficiles à l'issue incertaine -notamment le sort de Saddam Hussein- la diplomatie reprend ses droits. James Baker est en tournée au Proche-Orient, John Major se rend à Moscou. Lundi prochain, à Washington, Michel Rocard aura un entretien avec le président américain avant la rencontre Mitterrand-Bush, à la Martinique, au milieu de la semaine prochaine.



Pierre Guidoni : "il faut maintenant démontrer que le droit est le même partout et pour tous"

"Vendredi". La guerre est-elle finie ?

Pierre Guidoni, secrétaire national aux Relations internationales. La guerre est finie. Le cessez-le-feu n'est pas la paix, mais les conditions de la paix entre l'Irak et le Koweït sont connues et on voit mal comment elles pourraient être mises en cause. Le président de la République a indiqué le délai dans lequel les troupes françaises se retireront de la région. On peut supposer que ce délai est identique pour les autres forces de la coalition.

Quel nouvel ordre international peut naître maintenant ?

La caractéristique de cette guerre, c'est qu'elle était à double fond. En apparence, il s'agissait uniquement de libérer le Koweït, ce qui est fait. Mais on a bien vu qu'à cette occasion surgissaient ou resurgissaient tous les problèmes d'une région extraordinairement complexe. C'est à ces tensions qu'il faut maintenant s'attaquer si on veut que la paix soit juste et durable. On a beaucoup parlé du droit international mais aussi des "deux poids et deux mesures". Ce qu'il faut maintenant démontrer, c'est que le droit est le même partout et pour tous.

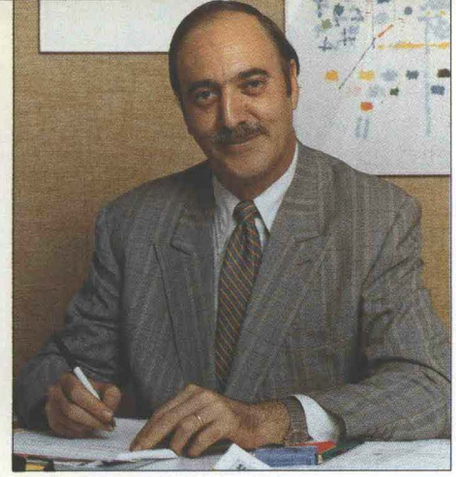
Quel doit être le rôle des Nations Unies ?

La guerre a été faite au nom des Nations Unies, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité. Les Nations Unies doivent avoir un rôle central dans l'organisation de la paix. La plupart des questions qui se posent aujourd'hui au Proche-Orient relèvent d'ailleurs de l'organisation internationale. Qu'il s'agisse des grandes questions transversales comme le pétrole, l'eau, la répartition des richesses, le contrôle des armements ou des litiges territoriaux (conflit israélo-arabe, israélo-palestinien, Liban, etc.). C'est donc l'ONU et, particulièrement, le Conseil de sécurité qui doivent prendre leurs responsabilités. De ce point de vue, la proposition du président de la République de réunir pour la première fois le Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement est d'une très grande signification.

Les Etats-Unis ne vont-ils pas être tentés d'imposer leurs vues ?

La tentation est humaine. L'important est de ne pas y succomber. Pourquoi l'Irak a-t-il été brisé ? Parce qu'il voulait établir son hégémonie sur l'ensemble de la région. A quoi avons-nous assisté depuis trois ans ? A l'effondrement de l'hégémonie soviétique. La fin de la guerre froide ne laisse debout qu'une seule super-puissance mais elle signifie la fin des hégémonies de toute nature et le droit international, c'est précisément le respect de l'indépendance et du libre choix des peuples et des Etats. Pierre Joxe a eu raison de souligner que le rôle des Etats-Unis a été décisif mais pas dominant et que la France pour sa part n'entend être dominée par personne.

Coll. Fondation Jaurès



▲ *Pierre Guidoni.*

Quel peut être le rôle de la France ?
La France doit jouer un rôle dans une région où sa voix n'a pas cessé d'être entendue et écoutée. Bien des drames auraient été évités si la main tendue de la France avait été saisie le 24 septembre 1990 ou même le 15 janvier 1991. Elle a aujourd'hui les moyens de faire prévaloir ses vues et de faire en sorte qu'à travers une ou plusieurs conférences internationales se créent les conditions d'une paix de justice.

Vous allez vous rendre au congrès du Front des forces socialistes (FFS) algérien. Quels seront demain les rapports entre la France et le Maghreb ?
La frontière sud de la France, c'est le Maghreb. La frontière nord du Maghreb, c'est la France. Il n'est au pouvoir de personne de séparer ce que la géographie, l'histoire, l'économie ont uni. Au-delà des malentendus et des incompréhensions provisoires, le devoir des socialistes est de maintenir le contact avec ceux qui partagent leurs valeurs et leurs espoirs. Aït Ahmed nous avait fait l'amitié d'être présent à Rennes. Il est naturel que nous soyons représentés au congrès du FFS.

La CEE sera-t-elle plus présente dans la paix que dans la guerre ?
On est libre de continuer à l'espérer. Les faits sont malheureusement probants. La politique internationale, y compris dans sa manifestation suprême qu'est la guerre, chez les vainqueurs comme chez les vaincus, c'est l'affaire des nations et des Etats. Cela s'appelle la réalité.

Comment organiser le nécessaire contrôle des ventes d'armes ?
Le principe est clair. Il faut parvenir, au Moyen-Orient comme ailleurs, à un contrôle et à une limitation des armements et imposer des règles strictes aussi bien aux vendeurs qu'aux acheteurs. L'application est plus compliquée. D'abord parce que les risques de détournement sont grands. Ensuite parce que la tentation existe de construire une organisation internationale qui, sur le modèle du COCOM, interdira de fait toutes les ventes d'armes sauf celles que les Etats-Unis jugeront nécessaires pour le développement de leur propre industrie. Cela fait partie des sujets dont il faut débattre aussi clairement que possible dans le cadre des négociations de paix.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

explication militaire d'une défaite

La quatrième armée du monde s'est écroulée en 100 heures ! Présentation rapide de la phase terrestre de la guerre du Golfe, qui n'a pour seul défaut de n'être pas tout à fait conforme à la réalité.

Certes, la rapidité de la phase finale, les très faibles pertes tant humaines que matérielles qu'elle a causé dans les rangs alliés a pu surprendre.
Comment expliquer que l'armée de Saddam soit tombée aussi rapidement et en offrant aussi peu de résistance ?
L'armée irakienne, comme les lecteurs de "Vendredi" le savent, n'était que faussement présentée comme la 4e armée du monde. De plus, les 100 heures finales ne doivent pas faire oublier les 39 jours de bombardements aériens intenses qu'ont dû subir les troupes irakiennes stationnées au Koweït. Près de 100.000 sorties aériennes ont permis de casser le dispositif militaire irakien et d'atteindre considérablement le moral des soldats soumis à un tel traitement.
Car, dès leur première nuit, l'Irak a été privé de défense aérienne, laissant la maîtrise des airs aux alliés. Ceux-ci ont pu, sans rencontrer de résistance, attaquer les forces irakiennes.
En ce sens, il n'est pas faux de dire que la guerre a été gagnée dès le premier jour.
Outre la supériorité aérienne, d'autres éléments sur le plan militaire ont conduit à la défaite de Saddam.
Tout d'abord, le renseignement. Lorsque, par satellite, on peut étudier le dispositif adverse, on a un avantage considérable par rapport à celui qui n'a pas d'information sur les troupes adverses.
Les moyens d'observation ont joué un rôle capital, transformant la guerre entre l'Irak et les nations alliées en un combat entre un quasi-aveugle et quelqu'un qui a une bonne vue.
La tactique a également eu son importance. La mobilité des forces françaises et américaines s'est révélée capitale. Le choix de la création d'une Force d'action rapide en 1983 -vivement critiqué par l'opposition...- s'est rélévé judicieux.
Enfin, le moral -ou plutôt l'absence de moral- a sans doute été l'une des plus grandes faiblesses de l'armée irakienne. Les pas de clerc de Saddam Hussein, juste avant le déclenchement des opérations, laissant croire qu'il pouvait quitter le Koweït, ne le présentant plus comme la 19e province de l'Irak, ont définitivement démobilisé les soldats de l'armée régulière. A quoi bon se faire tuer si on n'a plus confiance en son chef, dans le combat qu'il mène, si on a conscience qu'on ne défend pas le territoire national mais des folies de grandeur ?



◀ *Ne pas oublier les 39 jours de raids aériens intenses*

Pascal Boniface
président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

Au Koweit : etat des lieux

Samedi 2 mars, M. Al-Awadhi, ministre d'Etat koweïtien pour les Affaires du conseil des ministres, a annoncé que 33.000 Koweïtiens étaient portés disparus.
Parmi eux, 8.000 ont été enlevés en plein jour dans les rues de la capitale et emmenés en Irak lors du retrait des troupes de Saddam Hussein.
Les témoignages affluent aujourd'hui sur les atrocités commises par les soldats irakiens : exécutions sommaires et massives de civils (plusieurs centaines de personnes, semble-t-il). Un chirurgien affirme avoir vu arriver dans les hôpitaux de Koweït-City des corps mutilés, décervelés, coupés en deux.
De nombreux autres Koweïtiens ont été détenus dans le complexe sportif Al Arali dont les bâtiments ont été transformés en cellules, pour la circonstance.
Le pays a été pillé, dévasté, saccagé dans tous les secteurs. Les responsables estiment à 40 à 50 milliards de dollars le coût de la reconstruction du Koweït

G.T.

le conflit du Golfe et le monde arabe

Quelles répercussions le conflit du Golfe aura-t-il sur le monde arabo-musulman ? Les mythes survivront-ils à la réalité brutale de la division entre les partisans des coalisés et ceux de Saddam Hussein et à l'écrasement de l'Irak ? Questions qui conditionnent l'avenir du Maghreb et du Machrek.

"Avec les bombardements, les coalisés ont abattu toutes leurs cartes gagnantes. La seule qu'il leur reste ne l'est pas. C'est celle des combats terrestres." Ce pronostic de Yasser Arafat donné au "Monde" quelques heures avant la déroute des armées de Saddam Hussein, résumaient l'espoir des soutiens récents du dictateur irakien, d'Alger à Amman. C'est dire si sa brusque défaite a pris de court ceux qui s'entretenaient dans l'illusion d'un Saddam Hussein, par qui arriverait "la revanche contre l'Occident". Difficile de prévoir si les suites de cet échec prolongeront la série de surenchères qui ont conduit des leaders arabes, désireux de devenir "acteurs de l'histoire" au désastre ou si, passé l'incrédulité et la stupeur, la parole reviendra à ceux qui, dans les pays arabes, s'interrogent sur les carences de leurs propres sociétés.



D'ores et déjà, la façon dont s'est déroulé le conflit ébranle un certain nombre de mythes. Des penseurs comme l'Egyptien Fouad Zakariya (1), le Marocain Abdel Kébir Khatibi ou l'Iranien Fereydoun Hoveyda (2) voient dans leur perpétuation, sous la forme panarabiste ou islamiste, la raison du déclin arabe. "Rien ne prépare mieux au pouvoir des turbans que le pouvoir des bottes", écrit Fouad Zakariya. Affirmation dont on pourrait voir la confirmation en Irak même.

Premier mythe sérieusement atteint, celui de l'unité. La guerre a ses vainqueurs et ses vaincus arabes : entrée des soldats koweïtiens à Koweït-Ville, présence aux côtés du général Schwarzkopf du seul commandant en chef saoudien face aux militaires irakiens, sentiment de fierté chez les Saoudiens, les Koweïtiens et les Egyptiens qui, avec le quatrième contingent en nombre, ont participé à la libération du Koweït et pas seulement, comme on pouvait le supposer au début de la crise, à la défense de l'Arabie Saoudite. "Par rapport au mouvement de balancier constant du monde arabe entre aspiration à l'unité et fractionnement, souligne Fereydoun Hoveyda, nous entrons dans une ère de divisions. Le sentiment national grandit aussi bien dans de vieilles nations comme l'Egypte que de plus récentes comme l'Irak, l'Arabie Saoudite ou le Koweït."

LE COMBAT ENTRE LA FOI ET LA TECHNOLOGIE

Deuxième rêve qui a volé en éclat : celui d'une puissance bâtie sur le registre historiquement daté de la conquête et de la guerre. L'impuissance de Saddam à faire dévier les enjeux vers un affrontement Nord-Sud est évidente. Au point qu'il n'a failli sauver sa mise que dans le cadre d'un classique affrontement Est-Ouest. Mais il faut surtout rappeler le terrain où Saddam Hussein s'était explicitement placé. Le "combat entre la foi et la technologie" ne s'est pas simplement soldé par une déroute complète de la foi. La foi a manqué. Si l'on excepte les Palestiniens, dont les dirigeants risquent d'être les grands perdants de la crise, le soutien à Saddam augmente à mesure que l'on s'éloigne géographiquement de son régime. Dire que Koweïtiens et Irakiens rivaliseraient probablement dans son exécration est à peine exagéré. Le pari du sacrifice, "les 100.000 morts que l'Irak pouvait supporter", a été incontestablement perdu. S'il peuvent être sollicités par d'autres causes, les Irakiens ne souhaitaient pas mourir pour le Koweït.

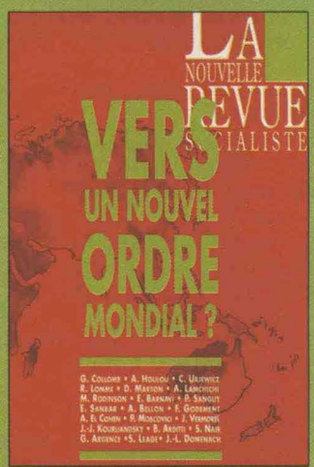
Le jusqu'auboutisme de Saddam Hussein, en dévoilant les limites d'une idéologie, ne peut être sans conséquence sur le devenir d'un monde arabe éclaté. Comment pourra demain se concrétiser l'aspiration légitime des Arabes à rejoindre le courant de l'histoire ? Pour Fereydoun Hoveyda, "les causes profondes du malaise arabe remontent à cette plaque tournante qu'est le XIIe siècle, moment où Averroès meurt après quinze ans de résidence surveillée avec interdiction de lire ou d'écrire. C'est l'époque où tous les ouvrages philosophiques ou scientifiques qui ont été à la base de la civilisation islamique furent jetés dans des autodafés, leurs auteurs excommuniés, enfermés ou supprimés physiquement. C'est parce qu'on a adopté une version intégriste de l'islam que les Arabes n'arrivent pas à s'insérer dans la révolution technologique et scientifique et développent le fantasme de la conspiration. Pour acquérir cet esprit scientifique, il faut s'éloigner de l'intégrisme. Tant que l'Eglise refusait de reconnaître la science, la plupart des pays occidentaux étaient culturellement sous-développés.

Il faudrait retourner aux sources, mais à celles de l'esprit de l'islam d'avant le XIIe siècle, qui étaient faites d'ouverture. Le fondamentalisme, dont le baassisme n'est qu'une version sécularisée, fait vivre le monde musulman hors de l'histoire dans une mythologie. Le monde arabe doit initier le combat du XXe siècle contre le XIIe siècle. C'est la seule guerre valable qu'il puisse mener. Le conflit du Golfe aura des répercussions. La présence de plus de 500.000 non-musulmans dans un pays comme l'Arabie Saoudite, qui l'interdisait, ne peut que provoquer des débats théologiques qui avaient disparu de l'horizon musulman depuis des siècles. Elles peuvent à terme mettre en cause le dogme, bien postérieur à Mahomet, de la présence d'institutions non-musulmanes dans le Dar-al islam (terre d'islam), qui est une des clefs de bien des conflits du Moyen-Orient."

Bernard Chaouat

(1) Fouad Zakariya. "Laïcité ou islamisme". Editions La Découverte.
(2) Fereydoun Hoveyda. "Que veulent les Arabes ?" Editions First.

• VIENT DE PARAITRE •



Sur le thème présenté par Gérard Collomb : "Vers un nouvel ordre mondial", plus de vingt contributions "pour que des compromis durables puissent être trouvés entre les peuples de toute la planète".

Avec A. Bellon, J.-L. Domenach, F. Godement, J.-J. Kourliandsky, R. Lomme, P. Moscovici, S. Naïr, M. Rodinson, C. Urjewicz, etc.

Abonnements à "La Nouvelle Revue socialiste", 10, rue de Solferino 75007 Paris. 1 an : 215 F. (Etranger/outre-mer et soutien : 310 F).

l'Irak : histoire et perspectives

L'Irak est l'un des berceaux de l'humanité et l'héritier d'une culture cinq fois millénaire. Face à Mossoul, la grande ville du nord, habitée par de nombreux chrétiens, se trouvent, sur l'autre rive du Tigre, les remparts immenses de Ninive, et le tombeau de Jonas, vénéré par les musulmans. Les portes de faïence bleue de Babylone se trouvent à quelques kilomètres au sud de Bagdad qui fut, il y a mille ans, au moment de la splendeur abbasside, la capitale intellectuelle du monde. Quant aux combats qui ont conduit à l'écrasement de la Garde présidentielle, ils ont eu lieu à Qurna, au confluent du Tigre et de l'Euphrate : c'est là qu'une tradition situe le Paradis terrestre, et que l'on voit encore l'arbre du Bien et du Mal, tandis qu'on peut visiter, non loin de là, la "maison d'Abraham", au pied de la somptueuse ziggourat de briques ocres d'Ur.
En pensant au sort de l'Irak, il ne faut jamais oublier qu'y sont apparus des mythes fondateurs de l'humanité, tels ceux de Gilgamesh et du Déluge, dont s'est inspirée la Bible, que la pensée rationnelle y a fait il y a mille ans des pas essentiels, et que l'Irak, au XXe siècle, a donné à la langue arabe, ses plus grands poètes.

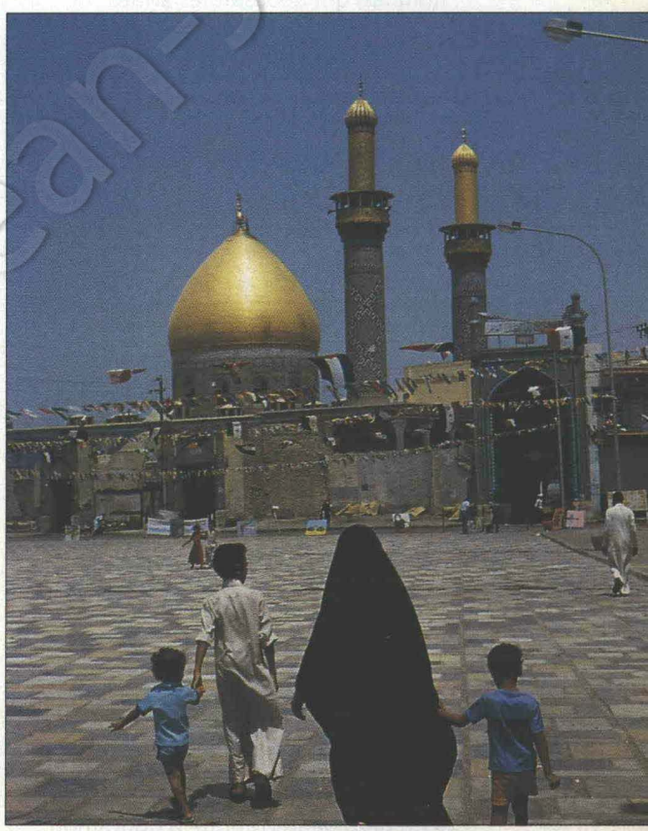
DES CLANS AU POUVOIR

Pourtant, ce siècle a été dur pour les Irakiens. Province ottomane, l'Irak passe, après la Première Guerre mondiale, sous mandat anglais, et Londres y installe une monarchie importée et autoritaire, qui sera renversée le 14 juillet 1958, après avoir, à la fin des années 40, massacré des milliers de communistes, qui formaient, alors, le plus puissant parti du monde arabe, suivi par celui du Soudan. Les régimes militaires se succèdent, et les répressions sanglantes contre communistes, Kurdes, baasistes. Un tout jeune homme, nommé Saddam Hussein Al Takriti, se fera connaître en tentant avec une folle témérité d'assassiner le général président Kassem et en s'échappant à la nage au-delà du Tigre, malgré ses blessures. Le Baas prend le pouvoir définitivement en 1968, et Saddam Hussein le pouvoir absolu en 1979. Un opposant irakien, Sami El Khalil, décrit avec rigueur, dans un beau livre resté longtemps sans éditeur, comment s'installe méthodiquement une hallucinante "République de la peur" (1). Amnesty international la présentera très vite comme l'un des régimes les plus sanguinaires du monde.
Le pouvoir y est monopolisé par quelques clans, issus de trois villes sunnites du nord de Bagdad : Takrit, Doura et Samarra. Ainsi se trouve écartée de fait l'immense majorité de la population : les chiites, 55% du pays selon les estimations les plus sûres ; les Kurdes, plus de 20% ; sans compter les chrétiens (près de 5%). Ceux des dirigeants des partis d'opposition (islamique, kurde, communiste, nationaliste, libéral) qui ont survécu vivent en exil, principalement à Londres, Damas ou Téhéran. Ils multiplient actuellement les contacts pour demander que la parole soit enfin donnée au peuple irakien. Face à cette coalition fragile et complexe, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite semblent marquer leur préférence pour une transition militaire forte capable de "gérer" la capitulation et de garantir le processus de versement des réparations.

UNE OPPOSITION DECIMEE

Le peuple irakien a terriblement souffert, d'abord de la dictature, puis de deux guerres successives depuis 1980. Il ne doit pas être puni. L'accabler sous le poids des réparations risque d'empêcher un régime stable et ouvert de s'installer : souvenons-nous de ce qu'il advint de l'Allemagne après 1918. La France, qui a répété son souci d'une consultation démocratique au Koweït, ne peut refuser ce droit au peuple irakien ; un nouveau gouvernement autoritaire et répressif, où ses diverses composantes ne se reconnaîtraient pas, peut conduire à la libanisation du pays.
Les événements survenus après le cessez-le-feu sont à cet égard très inquiétants. Certes, les forces politiques d'inspiration marxiste, baassiste oppositionnelle ou islamiste ont été impitoyablement décimées ; seuls quelques mouvements kurdes ont pu survivre de façon organisée dans les zones montagneuses les plus reculées du Kurdistan. Mais le sentiment d'hostilité envers le pouvoir est certainement très largement répandu dans le pays. Les marécages du Sud, naguère siège d'un maquis communiste, ont servi depuis 1980 de lieu de refuge à des milliers de déserteurs organisés pour survivre. Même si elle n'a jamais "basculé" du côté de Téhéran pendant la guerre, comme le souhaitait Khomeiny, la population du Sud vit profondément la culture chiite, sur les lieux mêmes où ce mouvement est né, et les contacts n'ont jamais cessé entre les grands sanctuaires, les survivants des grandes familles religieuses, réfugiés à Téhéran et les villes du Sud, où les familles d'origine arabe ou persane coexistent depuis toujours. Saddam Hussein, après l'avoir férocement combattu, ménageait beaucoup la religiosité chiite ces dernières années : sans doute en vain.
Les Kurdes ont été très affaiblis ces dernières années : plusieurs centaines de milliers ont été déportés dans les zones arides du Sud-Ouest, et plusieurs centaines de villages ont été détruits. D'autres se sont enfuis en Turquie lorsque le pouvoir central a voulu "punir" le Kurdistan après le cessez-le-feu avec Téhéran en 1988 (événements d'Halabja). Leurs divisions ont fait le reste. Mais les mouvements kurdes, dont le plus important, l'Union du peuple du Kurdistan, dirigé par Jelal Talabani, est proche de Damas, peuvent sans doute aligner dix mille "peshmergas" en armes, de quoi fixer de nombreuses troupes gouvernementales dans les montagnes encore enneigées du Kurdistan, où le soutien du peuple à la guérilla est acquis.

▼ *Nadjaf : le tombeau d'Ali.*



Pour le reste, la plupart des cadres communistes et baassistes de tendance oppositionnelle vivent en exil. La question qui se pose est de savoir si ces derniers, ou la Syrie, sont parvenus à créer des réseaux dans l'armée. Celle-ci devrait être, malgré la défaite, l'arbitre de la situation. Des révoltes vont sans doute éclater partout contre un pouvoir appuyé sur une base régionale et clanique très minoritaire, donnant lieu à de nombreux règlements de comptes sanglants contre les cadres du Baas. Celui-ci ne pourra se maintenir que par la force brutale, à moins qu'il ne choisisse de sacrifier ses chefs... ou que l'armée ne prenne les devants.

Alain Chenal

(1) Titre original du livre, stupidement traduit en français par "La Machine infernale", et publié chez Lattès en 1990. Récupération oblige !

en Amérique latine aussi, le monde change

Six partis politiques de gauche latino-américains ont participé, à l'invitation du PS, à une rencontre. Il s'agissait de vérifier le rapprochement politique qui s'est opéré entre les composantes d'une gauche latino-américaine issue de luttes et d'idéologies très diverses.

Le 25 février, l'Assemblée constituante colombienne inaugurait ses travaux : en son sein, 19 élus sur 70 de l'Alliance démocratique-M19 investis par les votes de 950.000 électeurs. A peine un an plus tôt, le M19 n'était qu'un groupe armé de 800 hommes qui déposait les armes.



▲ *De gauche à droite : Luis Ignacio Lula Da Silva, président du Parti des travailleurs (Brésil), Daniel Ortega, ancien président du Nicaragua, président du Front sandiniste et Euclides Scalco, député Parti social-démocrate (Brésil).*

Le 26 février, c'était l'anniversaire de la défaite de Daniel Ortega au Nicaragua. Le Front sandiniste de libération nationale, acteur dix ans plus tôt d'une révolution triomphante, avait accepté le verdict des urnes et découvrait les difficultés d'un parti démocratique d'opposition.
Depuis bientôt un an, le Parti socialiste chilien est partie prenante du gouvernement. Le Parti des travailleurs du Brésil, aux fortes traditions syndicales, gère la mairie de Sao Paulo et réfléchit à un projet de réforme administrative, rejoignant ainsi les préoccupations du Parti social-démocrate du Brésil. Le Parti socialiste d'Uruguay, enfin, est en charge de la mairie de Montevideo, donc de la moitié du pays.
A l'exception d'Antonio Navarro, retenu en Colombie par l'inauguration de l'Assemblée constituante, chacun des numéros un de ces partis était présent à Paris les 25 et 26 février, indiquant ainsi l'importance de cette réflexion et de la mise en place éventuelle de stratégies communes. Un dialogue politique de qualité s'est ainsi déroulé avec la participation de nombreux dirigeants du Parti socialiste. Les questions issues de la mort du marxisme-léninisme telles que les formulent les Latino-Américains sont universelles. Face au succès du néolibéralisme, à notre défaite idéologique sur le rôle de l'Etat, il faut "substituer nos bannières revendicatives par des propositions concrètes de réformes de l'Etat" (Lula, leader du PT brésilien). Le socialisme latino-américain a su rester autonome face au "socialisme réel", mais il est aussi méfiant à l'égard de la "démocratie réelle" associée à un système capitaliste inadapté à un sous-continent où 2/3 de la population sont marginaux.

LE REVE BOLIVARIEN D'INTEGRATION

"Si loin de Dieu, et si proche des Etats-Unis", l'Amérique latine s'inquiète du nouveau "déséquilibre" du monde et de l'hégémonie de son voisin du nord. Selon Daniel Ortega, "le dialogue Nord-Nord s'est fortifié, mais il s'agit d'une solution pacifique pour le Nord oubliant les conflits Nord-Sud." Le rêve bolivarien d'intégration latino-américaine reprend dès lors toute sa force : tentatives de coordination des forces socialistes, éléments d'intégration commerciale entre certains pays et recherche d'une réponse concertée à "l'initiative pour les Amériques" de George Bush... L'Europe est un partenaire important qui ne répond pas toujours à l'attente latino-américaine : à cet égard, les barrières douanières européennes, comme l'engagement européen dans la guerre du Golfe, ont renforcé certaines craintes. Chacun sait pourtant que la balkanisation du socialisme est une faiblesse face aux défis actuels. Aucun des grands partis présents à Paris n'est membre de l'Internationale socialiste et tous réfléchissent à un rapprochement vers ce lieu de dialogue jugé utile mais inadapté à l'explosion d'un socialisme démocratique latino-américain ayant ses caractéristiques propres.
Le dialogue ouvert et sérieux engagé à Paris a créé une nouvelle dynamique. A l'issue de cette rencontre, les six partis écrivaient ensemble à Willy Brandt : "Invités par le PS français, (nous) vous exprimons notre intérêt commun à renforcer nos liens avec l'Internationale socialiste (...). Nous sommes convenus de poursuivre nos échanges afin de concrétiser une relation plus étroite, si l'IS y répond par la même volonté."

Marie Duflo

BREF... EN BREF... EN

■ Guillermo Ungo, un grand personnage du socialisme, vice-président de l'Internationale socialiste et leader du Mouvement national révolutionnaire du Salvador, est mort le 26 février.



En guise de portrait, une anecdote. Début février, sur un lit d'hôpital à Mexico, il retrouvait un peu de force pour parler de politique -"son meilleur remède", disait son fils. En quelques mots, il racontait les visites à son chevet, la veille, d'émissaires du gouvernement salvadorien et de commandants du Front Farabundo-Marti de libération nationale ; il faisait le point sur les progrès de la négociation engagée pour la fin de la guerre civile et sur les perspectives électorales de son parti aux élections du 10 mars ; il devinait les conséquences politiques de la guerre du Golfe au sein du Parti socialiste. Le tout avec l'humour incisif et chaleureux dont il avait le secret. Pendant ses obsèques à San Salvador, les armes se tairont : hommage posthume à un inlassable combattant pour la paix et la justice, respecté par tous.

■ Coup d'Etat en Thaïlande.
Le 23 février, un coup d'Etat militaire a renversé le pouvoir civil à Bangkok. C'est la conséquence de l'épreuve de force engagée depuis 1988 entre les deux principales forces sociales du pays, les scandales à répétition touchant le gouvernement, multipliant les accrochages entre les militaires et le gouvernement civil. L'armée vient de nommer un premier ministre intérimaire, l'homme d'affaires Anand Panyarachum. Le royaume devrait être prochainement doté d'une nouvelle constitution. Et des élections pourraient être organisées, les généraux entendant bien que l'opposition ne puisse vraiment se manifester.

■ Démocratie limitée au Maroc.
Dans le discours prononcé à l'occasion du 30e anniversaire de son accession au trône, Hassan II n'a pas annoncé d'amnistie générale en faveur des détenus politiques, comme certains l'avaient pensé après la récente libération de la famille Oufkir, en "résidence surveillée" depuis 18 ans. Abraham Serfaty, l'un des plus vieux prisonniers politiques au monde, devra encore attendre un peu. Hassan II n'a-t-il pas expliqué qu'en matière de droits de l'homme "les moyens mis en œuvre pouvaient ne pas assurer de façon suffisante les objectifs", en raison "d'erreurs propres à la nature humaine."

■ Pari gagné pour les Baltes.
77,8% des électeurs d'Estonie et 73,6% des électeurs de Lettonie ont voté en faveur de l'indépendance, y compris les fortes minorités russes qui ont peu suivi, semble-t-il, les consignes de boycott ou de vote négatif données par les conservateurs des PC locaux. Nouveau coup dur pour Mikhaïl Gorbatchev, notamment dans la perspective du référendum du 17 mars prochain, où il espérait pouvoir maintenir l'Union...

DOSSIER

EGALITE : ENCORE UN EFFORT...

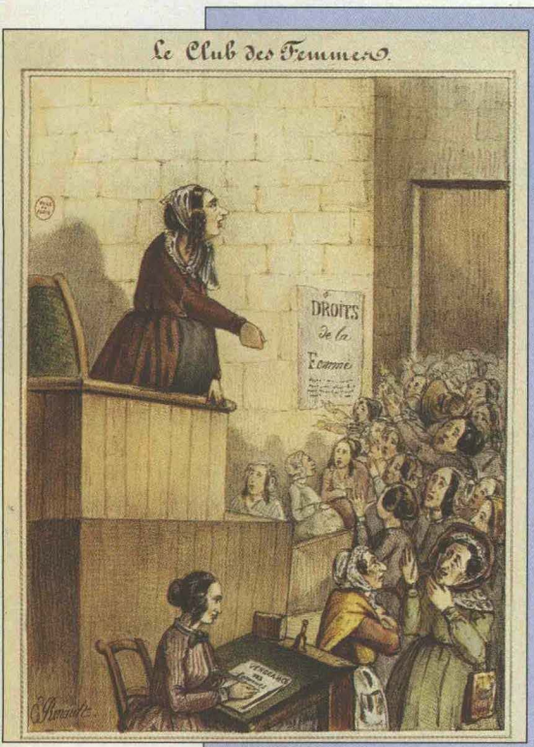
En théorie, les femmes ont conquis tous les droits. L'égalité existe sur le papier. Mais la réalité résiste. Qui travaille à temps partiel pour élever les enfants ? Qui occupe les emplois sous-payés et sous-qualifiés ? Qui peuple les filières scolaires défavorisées ? Les femmes, encore et toujours. A l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes, histoire d'un long combat qui n'est pas terminé, par Michelle Perrot. *

Quand et comment le féminisme est-il né ?
Michèlle Perrot. Dès le XVIe siècle, on rencontre des femmes qui luttent pour l'égalité des sexes, Louise Labé, Marguerite de Navarre. Au sens moderne du terme de combat collectif des femmes pour leurs droits, le féminisme commence avec la Révolution. Féminisme et démocratie sont historiquement liés. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, en 1789, dit : "Tous les hommes naissent et vivent égaux en droits". "Homme" a là un sens universel qui englobe évidemment les femmes ; mais, immédiatement, les restrictions apparaissent. Ainsi, Siéyès explique qu'il y a des citoyens actifs et des citoyens passifs : ceux qui ne peuvent pas contribuer utilement à la marche de la nation, les femmes, les enfants, les étrangers et les pauvres. La présence des femmes dans cet ensemble est très intéressante : elles sont, comme les enfants, mineures ; comme les étrangers, extérieures à la cité ; comme les pauvres, démunies. Cette contradiction entre l'égalité, qui fonde la démocratie, et l'infériorité des femmes est très tôt ressentie par Condorcet qui, en 1790, publie "De l'admission des femmes au droit de cité". Parallèlement, Olympe de Gouges réclame pour les femmes les droits politiques. A l'absence de citoyenneté politique s'ajoute, au XIXe siècle, avec le Code civil, l'infériorité des femmes mariées dans la famille, et le discours médical -la biologie devient alors une science- qui justifie de façon scientifique l'infériorité. Une reprise du vieux discours millénaire sur la nature, conforté par des arguments physiologiques : elles sont toujours malades, les grossesses, les règles, l'hystérie... Le féminisme se développe dans cette conjoncture. Ensuite, le mouvement ressurgit à chaque ébranlement du système politique : 1830, 1848, 1870. Et, à la Belle Epoque, qui a été un des moments, avec les années 70, où la lutte a été la plus importante. Une période fabuleuse : la seule où ait paru un quotidien féministe, dirigé, rédigé et imprimé par des femmes !

Chaque fois que les femmes conquièrent un domaine, il se dévalorise. Leur lutte, c'est un peu le mythe de Sisyphe...
C'est vrai. Quand les femmes arrivent dans un secteur professionnel, par exemple l'enseignement ou la médecine, on ne sait jamais si c'est parce que les hommes n'en veulent plus, ou si c'est une conquête. Comme si tout tendait toujours à se rééquilibrer en faveur des hommes. Le travail à temps partiel est un très bon exemple de la complexité de la lutte : il permet aux femmes de ne pas décrocher de la vie professionnelle, de ne pas rester chez elles ; en même temps, il les pénalise dans leur carrière.

Qui est responsable de cette situation ?
Les femmes se battent. Elles ont conquis le droit au travail, la liberté économique. Mais elles sont aussi héritières de représentations symboliques très fortes, surtout celle de la bonne mère. Les hommes ont un rôle fondamental à jouer en comprenant que l'égalité n'est pas réalisée et qu'ils ont à gagner à ce qu'elle le soit. Car les sociétés où hommes et femmes sont installés dans des rôles très tranchés, au XIXe siècle, par exemple, sécrètent un pouvoir domestique des femmes abusif. Les mères possessives de la





▲ *1848. Le mouvement féministe ressurgit comme à chaque bouleversement politique*

littérature, comme la Genitrix de François Mauriac, les épouses soupçonneuses, acariâtres, ne mènent pas nécessairement au bonheur…

Les mouvements ouvriers, socialistes, n'ont pas été spécialement féministes…

Ils ont même été antiféministes. Le socialisme dit : "D'abord la révolution sociale et les difficultés entre les sexes se résoudront automatiquement." Dès qu'il y a organisation et parti, les femmes disparaissent. Le mouvement ouvrier est construit sur le modèle viril de l'ouvrier producteur, musclé, torse nu, biceps gonflés. Les femmes sont les domestiques. N'oublions pas que le grand théoricien du mouvement ouvrier français, Proudhon, est, parmi tous les théoriciens, le plus hostile à l'égalité des sexes.

Vous venez de publier une histoire des femmes. Ont-elles donc une histoire spécifique ? Ont-elles connu un âge d'or ?

Il s'agit plus exactement d'une analyse des rapports entre les sexes dans tous les domaines. Pour l'Antiquité, nous n'avons de témoignages que masculins, c'est une histoire de l'imaginaire des hommes mais, plus le temps passe, plus les femmes prennent la parole et la plume. Un âge d'or ? Pas le Moyen Age où l'amour courtois est en réalité une stratégie masculine pour récupérer les femmes… Sans doute le début de la Renaissance, grâce à la contestation protestante contre le catholicisme ; le XVIIIe siècle aussi, où les femmes tiennent des salons dans une grande indépendance d'esprit, sont de grandes épistolaires : Madame du Deffand, Madame Necker…

Aujourd'hui n'y a-t-il pas un risque de régression ?

Si. Méfions-nous des années 90. Des clignotants inquiétants tels les commandos antiavortement s'allument partout. L'histoire montre que rien n'est jamais définitif. Les enjeux se déplacent, des effets pervers surgissent, la victoire se vide de son sens. La montée des intégrismes religieux menace les femmes. Les combats des dix années qui viennent risquent d'être défensifs. L'Occident est plus fragile qu'on ne le croit. La jeune génération a tendance à penser que tout est résolu. Or, il va falloir se battre.

** Historienne, professeur à Paris VII, elle dirige avec Georges Duby "L'Histoire des femmes", 5 volumes, en cours de parution chez Plon.*



Vies de femmes

Alice

La dernière ligne droite. Non de sa vie mais de celle qu'elle pourrait donner. Alice, journaliste, a 39 ans. Des voyages autour de la terre en veux-tu, en voilà. Un métier passionnant sinon une carrière. Une foule d'amis dont les parcours s'entrecroisent au-dessus d'un gouffre. Celui de l'absence d'une intimité prolongée avec un autre être humain.

"Bien sûr, je ne suis pas ce qu'il est convenu d'appeler une vieille fille. J'ai vécu deux fois en couple. J'ai eu une histoire très sérieuse, mais il était ingénieur dans les travaux publics et voulait faire carrière à l'étranger, dans des pays désertiques. Je n'ai pas voulu suivre.

Encore des occasions ratées, quelques démons de midi voulant se rassurer sur leur pouvoir de séduction mais trop occupés entre carrière, femme et enfants... ou de gentils paumés disponibles, trop disponibles."

Mais elle en a tiré son parti. A défaut de bon parti. "Vraiment cela pourrait être pire, lance Alice. Entre mes amis, neveux, et filleuls, un travail qui attise en permanence ma curiosité. J'ai de quoi vivre et survivre. Même si les soirs et matins sont souvent sans câlins."

Reine

Reine, 42 ans, n'est pas une super woman, plutôt une femme super. Epouse, mère de deux enfants et bonne professionnelle.

"Philippe et moi vivons ensemble depuis 19 ans. Nous avons profité de la vie à deux avant d'avoir notre premier enfant. J'avais 29 ans." Crèche et nourrice, Reine n'a jamais eu de difficulté de garde. Sans compter un mari pas vraiment papa poule mais très présent le soir pour les devoirs en attendant son retour.

"Je suis monteuse de cinéma, un métier qui ne fait pas de cadeau aux mères, explique Reine : certains contrats m'ont filé sous le nez sans que je puisse affirmer que c'est en raison de mon indisponibilité le soir, mais c'est probable..."

Des enfants prennent les retours tardifs de leur mère avec plus ou moins de philosophie, mais Reine a quand même dû affronter une "mutinerie domestique" : "Un samedi où je devais aller travailler à cause d'un coup de bourre, ils m'ont carrément enfermée à clef, raconte Reine en riant. J'ai dû négocier âprement pour sortir..."

Un troisième enfant ? Pas vraiment. Reine et Philippe vivent un équilibre affectif, financier et professionnel qui ne le permet pas. Reine est à l'image des femmes de France. Mère de deux enfants, une vie professionnelle.

OBJECTIF MIXITE

Les femmes sont arrivées massivement dans la vie professionnelle au cours des vingt dernières années. Mais elles restent concentrées dans certains métiers et n'accèdent que rarement aux postes de cadre.

Elles sont aujourd'hui 10,5 millions sur le marché de l'emploi (contre 6,5 en 1962) pour 13,5 millions d'hommes, soit 44% de la population active. Cette progression spectaculaire que, contre toute attente, la crise n'a pas démentie, se poursuivra à l'horizon de l'an 2000, à un rythme toutefois ralenti (mais la population active masculine restera stationnaire). Pour autant, cet effet quantitatif remarquable -ce sont les femmes qui ont, en fait, assuré l'accroissement de la population active et, notamment, du salariat- n'a pas encore trouvé ses prolongements sur le plan qualitatif.

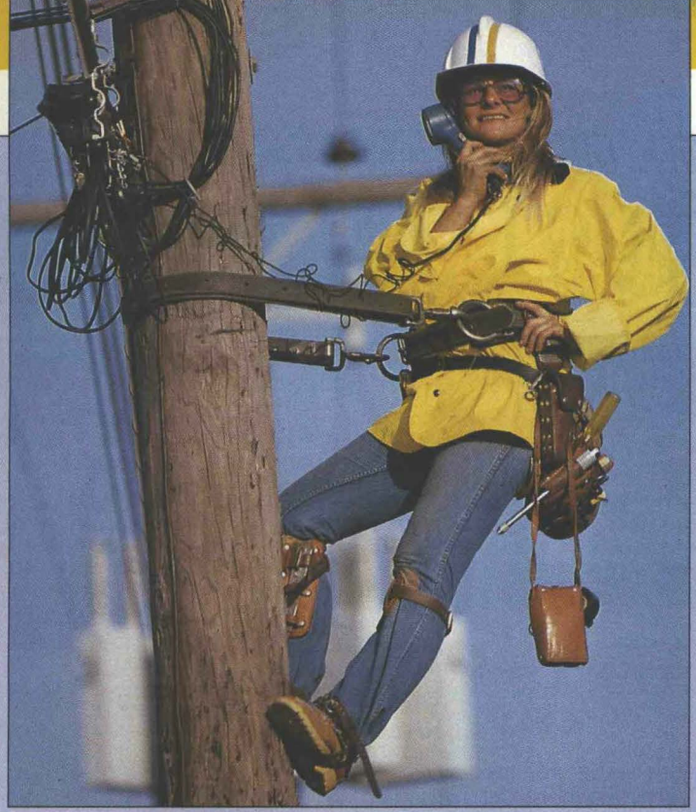
Des tendances lourdes s'opposent encore à la réalisation d'une réelle mixité du travail. L'emploi féminin se caractérise par sa concentration dans certains secteurs économiques et dans certaines fonctions. Même si les "métiers n'ont pas de sexe", certains sont occupés quasi-exclusivement ou majoritairement par des femmes : secrétaires, infirmières,

Malika

"Cela n'a pas toujours été facile entre mon mari et ses filles. Au Maroc, il est hors de question qu'une jeune fille fréquente un garçon avant le mariage. Avec Malika, nous avons conclu un arrangement mère-fille. Elle sort avec un jeune homme sans "aller trop loin" mais, par respect pour son père, il ne vient pas à la maison. Ainsi, l'honneur est sauf. "La libération des filles ne vient pas sans celle des mères et inversement. Quand Khaddouj se sent fatiguée, son mari l'aide à débarrasser la table, lui fait un café. Du moins, en France.

A Casa, quand sa mère a vu cela, elle a été furieuse. Comment, a-t-elle dit, tu te fais commander par ta femme ?" (Rires)

Renée David



institutrices, employées, OS et manœuvres... Elles sont groupées dans le secteur tertiaire (70%), contre 5% dans l'agriculture et 18% dans l'industrie (mais 10% dans l'industrie lourde et 75% dans le textile).
Enfin, elles n'accèdent que très rarement aux postes de direction, voire de cadre, (6% de cadres supérieurs, 15% des cadres moyens, malgré leur récente progression dans cette catégorie).
Cette absence de mixité horizontale et verticale est renforcée par une double inégalité dans l'accès à l'emploi : les femmes sont les premières victimes du chômage -et particulièrement du chômage de longue durée. Elles occupent 85% des emplois à temps partiel.
L'écart persistant des rémunérations entre les femmes et les hommes découle, pour l'essentiel, de cette situation : les femmes n'occupent pas les mêmes métiers ni les mêmes fonctions dans les mêmes secteurs que les hommes. Et chacun sait que, lorsqu'une profession se féminise, elle se dévalorise...
La loi de 1983 sur l'égalité professionnelle est encore peu appliquée et n'a pas eu l'effet escompté pour bouleverser ces tendances lourdes, à l'origine desquelles se situe la question centrale de la formation et de la qualification. Là encore, la concentration des jeunes filles dans les filières littéraires et du secrétariat est un obstacle majeur à la mixité et, donc, au développement plus harmonieux du travail des femmes sur le marché de l'emploi dans son ensemble.

Ghislaine Toutain*

**Chargée par Michèle André d'un rapport sur les moyens de l'égalité professionnelle.*

De la difficulté d'être femme en politique

Le degré de démocratie d'une société se mesure à la place faite aux femmes et, si l'on considère la place des femmes dans cette société qu'est le Parti socialiste, alors, de deux choses l'une : où bien nous mettons nos actes en accord avec notre idéal ; ou bien nous cessons de parler de démocratie.
Difficile sans doute de se conduire en démocrate quand l'environnement ne nous y pousse pas : il est tellement plus facile de laisser sa place dans un autobus que dans une assemblée d'élus ! La "courtoisie" s'arrête aux portes des hémicyles. Aurai-je la cruauté de citer le cas de ce sénateur qui avait pourtant bien promis -il y a plus d'un an- de céder son siège et qui l'occupe encore, sans être autrement inquiété ?
Bien des femmes avaient cependant espéré, l'espace d'une décennie, qu'enfin, socialisme allait rimer avec féminisme. Nous l'avons cru. Mais c'était sous-estimer la force des habitudes, celle des idées reçues, peut-être sur-estimer notre volonté de changement, ou tout à la fois.
Quelques chiffres. L'Assemblée nationale compte aujourd'hui moins de 6% de femmes (moins qu'à la Libération !). Dans le groupe socialiste du Sénat, une seule femme pour soixante-six élus : nous sommes devenus la lanterne rouge de l'Europe. Dans les conseils régionaux, il y a moins de 10% de femmes alors que le suffrage est à la proportionnelle. Sur 36.500 maires, 1.986 femmes dont 613 socialistes et majorité présidentielle.
Pendant longtemps, on a voulu expliquer l'absence des femmes par l'absence de candidatures. Or, en 1986, lors des élections législatives à la proportionnelle, 1.680 femmes étaient candidates sur 6.804 candidats. 6% furent élues. Jusqu'en 1988, 45 départements n'avaient jamais eu de femme député. Ainsi, 47 ans après avoir obtenu le droit de vote, les femmes dérangent toujours en politique ; une place pour une femme, c'est une place en moins pour un homme.
On peut encore s'interroger : au moment où l'opinion s'éloigne des partis, où les femmes se détournent du PS où, dans le reste de la société, modernisation se conjugue désormais avec féminisation, les dirigeants politiques vont-ils, dans ce domaine comme dans d'autres, prononcer leur aggiornamento ? La balle est dans leur camp... Question de volonté.

Yvette Roudy

Dossier préparé par Patricia Jaffray

MICHÈLE ANDRE : "APPLIQUER LA LOI"

"Vendredi". Quels sont aujourd'hui les principaux combats à mener ?
Michèle André, secrétaire d'Etat aux Droits de la femme. Globalement, les textes stipulant l'égalité existent. Tout l'effort consiste à faire appliquer ce qui est dans la loi. Et les vieux préjugés ont la vie dure. Un exemple ? L'école, mixte et égalitaire, théoriquement. J'ai signé avec Robert Chapuis, le secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, une convention pour favoriser l'orientation des filles dans les filières porteuses, souvent traditionnellement masculines. En théorie, tout le monde est d'accord. Sur le terrain, les enseignants, les familles, les filles elles-mêmes continuent à pratiquer l'orientation habituelle et les filles se retrouvent dans les voies sans débouchés. Parallèlement, elles restent rares dans les sections scientifiques alors que la France manque terriblement d'ingénieurs...
Reste, en outre, la question particulièrement douloureuse des violences conjugales : nous commençons à travailler efficacement avec la justice, la police et les associations.

L'époque du MLF triomphant est révolue. Sur quelles structures pouvez-vous vous appuyer ?
Il existe une multitude d'associations, différentes des grands mouvements des années 70, plus ciblées sur la réalité quotidienne des femmes, souvent très efficaces : femmes chefs d'entreprise, femmes agricultrices, associations culturelles locales, d'entraide comme SOS-femmes battues, SOS-inceste, Solidarité-femmes... Et, bien sûr, le Planning familial dont l'action reste fondamentale. Car il reste également beaucoup à faire dans l'information des jeunes sur la contraception.

Tout n'est-il donc pas acquis ?
Mais non. Les mouvements anti-IVG aux Etats-Unis, en Pologne, en Allemagne, où l'unité a failli trébucher sur l'avortement, sont inquiétants. La France paraît plus forte. Mais notre délai pour l'IVG demeure un des plus courts d'Europe. Quant à l'inégalité professionnelle, elle reste très importante : l'écart de salaire hommes-femmes est de 30% chez nous, contre 20% en Italie. Et notre Code du travail ne prévoit l'absence pour enfants malades que pour les mères. Nous avons peut-être crié victoire un peu tôt.

CONJONCTURE ECONOMIQUE

prévisions pour 1991

L'économie française a mal commencé l'année. La finira-t-elle mieux ? Les optimistes tablent sur un "rebond" rapide dû à la fin de la guerre, les autres n'attendent pas de reprise avant la fin de l'année, et encore sera-t-elle légère. Quoiqu'il en soit, la croissance sera inférieure à 2%, peut-être seulement de l'ordre de 1,5%.

Il est en tout cas un constat sur lequel tout le monde est d'accord : la croissance se rétrécit comme une peau de chagrin. Après les 3,7% de 1989 et les 2,8% de 1990, Pierre Bérégovoy tablait sur 2% pour cette année lors de l'établissement du budget cet automne. Le vendredi 7 mars, l'INSEE publie une note de conjoncture encore plus pessimiste : "L'année 1991 s'engagerait sur un rythme annualisé proche de 1,5%."

pas à pronostiquer une embellie rapide de l'économie.

En fait, tout dépend des causes réelles qui ont provoqué le ralentissement de l'activité depuis quelques mois. S'il est dû uniquement à la guerre et à une psychose dépressive des chefs d'entreprise, les choses vont rentrer effectivement dans l'ordre très vite. Mais la chronologie des différents décrochages -qui est maintenant connue- ne plaide pas en faveur de cette thèse.



▲ *La conjoncture mondiale restera-t-elle sombre longtemps encore ?*

Ces prévisions de l'INSEE font d'autant plus l'effet d'une douche froide qu'elles tombent juste au moment où l'espoir renaît avec la fin de la guerre terrestre. Les industriels, aidés par les pouvoirs publics, espèrent bien prendre toute leur part dans la reconstruction du Koweït et des autres pays dévastés et regonfler leurs carnets de commande ; les compagnies aériennes, qui ont immédiatement rétabli leurs liaisons avec les capitales proches de l'ancienne zone des combats, enregistrent déjà une remontée du trafic. Certains conjoncturistes n'hésitent

La production des biens intermédiaires a fléchi dès la moitié de 1989, avant la guerre. Le phénomène s'est aggravé à la fin de 1990, en particulier pour les métaux ferreux, le travail des métaux, les produits chimiques de base et l'industrie automobile. Dans l'industrie manufacturière, la production a reculé de 1,3% en glissement en 1990. Le ralentissement s'est étendu progressivement à la quasi-totalité des branches marchandes et s'est accentué en fin d'année : le produit intérieur brut marchand a même reculé au quatrième trimestre mais il enregistre quand même une progression de 2,8% sur l'année, car le secteur des services a continué à tirer la croissance.

Selon l'INSEE, l'économie française subit le ralentissement du commerce mondial, amorcé dès 1989 aux USA et au Royaume-Uni entrés en récession. Il s'est propagé en 1990 à l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne et du Japon, qui bénéficient toujours d'une forte consommation privée. La Communauté européenne a, de plus, perdu une bonne part de sa productivité à la suite de la baisse du dollar par rapport au mark et au SME : elle s'est retrouvée coincée entre une Allemagne qui a mené une politique de taux fort pour financer son unification alors que les USA baissaient le leur plusieurs fois pour redonner du tonus à leur économie.

UNE TROISIEME ANNEE DE RALENTISSEMENT ?

Les entreprises ont vu diminuer leur taux de marge d'exploitation alors qu'il avait atteint en 1989 son niveau le plus élevé depuis dix ans, et augmenter pour la première fois depuis 1983 la part des charges salariales dans la valeur ajoutée. Malgré tout, l'investissement productif a continué à croître de 5 à 6% (9% pour l'industrie concurrentielle).

Si, aujourd'hui, la conjoncture mondiale est "plus sombre" qu'il y a quelques mois, le restera-t-elle encore longtemps ? Tout dépend quel sens on donne au mot longtemps ! Selon la direction de la Prévision du ministère de l'Economie et des Finances, l'économie mondiale devrait connaître en 1991 une troisième année consécutive de ralentissement. La croissance de nos principaux partenaires au sein de l'OCDE devrait ainsi être inférieure à 2%, après 2,7% en 1990 et 3,3% en 1989. Mais cette continuité dans le ralentissement, pour réelle qu'elle soit,

L'Europe des P et T

L'Europe postale représente, actuellement, environ 1.300.000 agents, 80.000 bureaux de poste, l'acheminement de 65 milliards d'objets. Il a fallu attendre la présidence française de la Communauté pour que les gouvernements commencent à s'intéresser à l'espace social européen, et à la définition de quelques principes. Samedi, à Bagnolet, la 1ère conférence européenne des travailleurs des postes et télécommunications s'est tenue en présence de deux cents délégués représentant une dizaine de pays. Les intervenants mirent tous l'accent sur la nécessité de renforcer la notion de service public, d'utiliser, au mieux, les nouvelles technologies. Paul Quilès, ministre des Postes, dans son intervention, après avoir souligné que "l'après-guerre du Golfe demande des révisions d'analyse et doit être l'occasion de réaffirmer une Europe ambitieuse", a insisté sur la communication "domaine essentiel" où les citoyens demandent "un service de qualité". Un nouvel équilibre, pour Paul Quilès, peut et doit être trouvé entre le service public et la concurrence. Le ministre a, également, évoqué la "révolution tranquille" que fut, il y a peu, la réforme de ses services. Réforme où chacun, à travers un gigantesque débat, put s'exprimer avant la décision finale.

P.Y.

masque tout de même des changements importants et n'a plus le même sens car on "verrait au contraire le rétablissement d'une meilleure convergence entre les grandes économies". Les pays anglophones "pourraient" apercevoir au second semestre les premiers signes de reprise tandis qu'à l'inverse, le Japon et l'Allemagne subiraient un certain tassement, mais sans entrer en récession à leur tour. Les politiques monétaires des uns et des autres divergeraient moins fortement et cesseraient de prendre aussi fortement en tenaille les autres pays.
Au cours des six premiers mois de 1991, la décélération serait encore forte dans l'industrie manufacturière en général (-2% qui suivront les -3% du dernier trimestre) et dans le secteur automobile en particulier dont la production diminuerait encore après avoir déjà baissé de 8%. Toutefois, la France devrait continuer à bénéficier du dynamisme des importations allemandes.
La guerre a surtout servi auprès des chefs d'entreprise de révélateur aux difficultés nées avant elle et en dehors d'elle . Ces difficultés continueront d'exister une bonne partie de l'année. C'est un constat peu réjouissant. A moins que les optimistes n'aient raison grâce à la fin de l'attentisme qui a tant pesé ces derniers mois. Mais l'économie se fait-elle avec de la psychologie ?

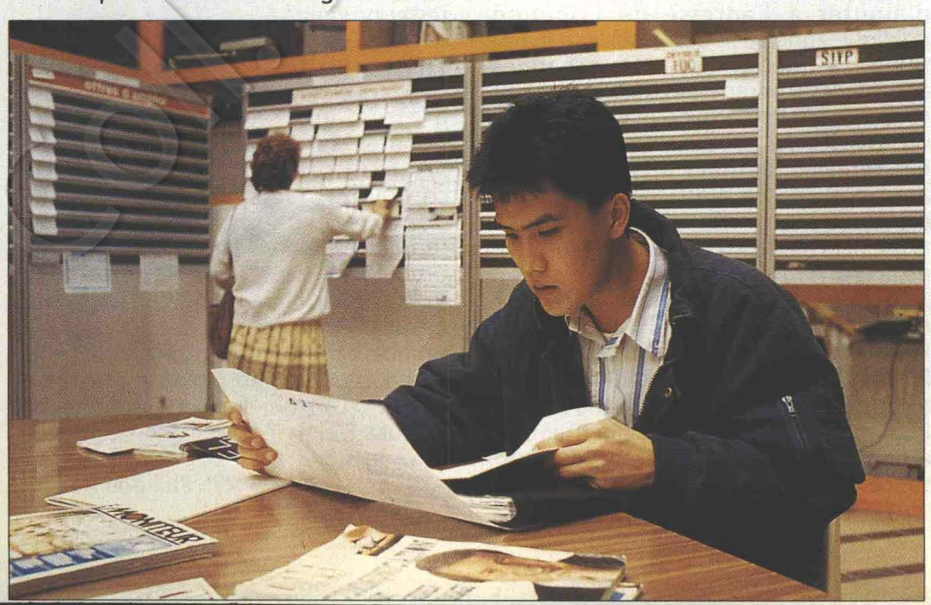
Monique Grima

le chômage partiel, un recours ?

Le chômage partiel diminuait depuis le milieu des années 80 : 15 millions de journées en 1984, 8,8 en 1986, 1,8 en 1989. Mais, depuis le mois d'août, il connaît une forte hausse : (210.000 journées indemnisées en octobre). Depuis, il continue à augmenter régulièrement.

Avec la limitation de l'appel au travail temporaire et de la pratique des heures supplémentaires, le chômage partiel est en effet la principale parade que les employeurs ont trouvée pour faire face au ralentissement de leur activité. Lors des crises précédentes, ils procédaient très vite à des licenciements : cette fois-ci, ils semblent privilégier la préservation de leurs ressources en main-d'œuvre. La technique du chômage partiel leur permet de ne pas rompre les contrats de travail tout en modulant les horaires de leur personnel.
Il existe à ce sujet un véritable consensus entre les employeurs et les pouvoirs publics qui y voient un moyen pour les entreprises de passer un cap difficile et pour les salariés de conserver leur emploi. Aussi un comité interministériel a-t-il défini, le 13 février, de nouvelles régles pour permettre aux premières d'y recourir plus facilement et aux seconds de l'accepter moins mal. Il s'agit en effet de mettre à profit cette période de moindre activité pour accroître la formation des salariés dans le cadre de conventions du Fonds national de l'emploi et d'améliorer les indemnités spécifiques de chômage partiel.
A l'heure actuelle, en effet, l'employeur verse au salarié une allocation conventionnelle égale à la moitié de la rémunération antérieure, avec un minimum horaire de 27 F, et l'Etat lui rembourse une allocation spécifique d'un montant horaire de 10,54 F, mais il peut déjà augmenter sa participation dans la limite d'un contingent annuel de 500 heures et de 600 dans le textile et l'habillement. L'Etat a décidé de renforcer encore sa participation, mais au prorata d'un effort supplémentaire des employeurs. Les partenaires sociaux se réuniront le 13 mars pour examiner s'il "incombe" à l'Unedic de participer exceptionnellement à cette indemnisation, et pour combien de temps.

M. G.



BREF... EN BREF... EN

■ 520.000 personnes vivaient en 1987 dans des établissements à vocation sociale, le plus souvent pour des difficultés de santé mentale incluant des troubles du comportement. La moitié d'entre elles avaient quitté directement leur domicile, les autres ayant transité par d'autres institutions, le plus souvent des hôpitaux. Les personnes âgées entrent souvent dans ces établissements à l'initiative de leur famille.

■ Les échanges extérieurs ont encore été déficitaires en janvier de 5,8 milliards de F.

■ En janvier toujours, les prix ont augmenté de 0,4% : les produits pétroliers n'ont pas baissé ce mois-là mais janvier est traditionnellement le mois qui enregistre la hausse trimestrielle des loyers et l'augmentation annuelle de certains tarifs publics comme la redevance TV et la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Sur les douze derniers mois, le glissement des prix est de 3,5%.

■ Le chômage a crû de 0,4% en janvier, soit 10.400 personnes de plus, et 44.900 de plus depuis un an. Avec un taux de chômage à 9,1%, chômage et emploi augmentent en même temps.

■ Conformément aux propositions de la commission Jolivet sur les rapports entre SIDA et assurances, il sera bientôt interdit de faire figurer la moindre référence au caractère intime de la vie privée (et notamment à la sexualié) dans les questionnaires médicaux et d'imposer un test de dépistage du SIDA en dessous d'un capital garanti d'un million de F. L'association Aides a exprimé sa satisfaction.

■ Philips a bien enregistré une perte nette de 12 milliards de F en 1990. La multinationale d'Eindhoven va "simplifier" ses structures pour les rendre plus efficaces.

■ Selon la Cour européenne de justice, les pays de la CEE ont le droit d'interdire l'ouverture des magasins le dimanche. La Cour examinait le différend opposant la CGT de l'Aisne aux magasins de meubles du département qui invoquaient l'article 30 du traité de Rome sur la libre circulation des marchandises dans la Communauté.

■ Un plan de relance pour l'emploi des travailleurs handicapés va être proposé bientôt par le ministre du Travail. Malgré la loi de 1987, 236.000 handicapés seulement travaillaient en entreprise en 1989, mais près de 200.000, qui sont aptes au travail, n'en ont pas.

■ 2.500 demandeurs d'emploi d'Ile-de-France bénéficieront cette année de "chéquiers-langues" pour un enseignement linguistique d'au moins 200 heures financées par le conseil régional.

■ Développement social urbain et de la vie des quartiers : l'enquête confiée par Michel Delebarre à J.-M.Delarue, débouchera sur des propositions précises à la mi-mai. Pour cette relance de la politique de la ville, son maître d'œuvre, qui prend pour modèle le rapport Schwartz, veut mettre toutes les chances de son côté : Bertrand Schwartz fait partie de son équipe.

Europe verte : la troisième voie

Faut-il réformer la politique agricole commune ? Oui, répond Jacques Delors. Le financement des excédents agricoles des Douze est trop lourd pour le budget de la CEE. La commission veut geler les prix garantis et même baisser ceux du tabac (10%) et du sucre (5%). Les ministres de l'agriculture ont rejeté ces propositions. Négociation périlleuse à l'horizon.



"La politique agricole est potentiellement au cœur d'une nouvelle crise politique au sein de la Communauté." Devant les militants réunis pour la conférence nationale agricole du PS, Jacques Delors a choisi de dramatiser. L'enjeu pour lui est simple : sauver le monde rural et, pour cela, maintenir coûte que coûte un nombre suffisant d'agriculteurs pour "tenir l'ensemble du territoire". La méthode du président de la Commission européenne est simple : rompre avec les mécanismes actuels de la politique agricole commune qui se contentent de subventionner les agriculteurs proportionnellement aux volumes qu'ils produisent. Aujourd'hui encore, 80% de l'aide aux paysans sont accaparés par 20% d'entre eux.

L'annonce de la proposition Delors a provoqué une véritable levée de boucliers. Les syndicats ont dit non, le conseil des ministres de l'Agriculture aussi. De l'avis de tous, il s'agit d'une véritable provocation.

Le nouveau principe de différenciation s'accompagnerait d'une baisse drastique des prix garantis (un mécanisme complexe qui compense la faiblesse des prix mondiaux par des soutiens européens). Moins 43% pour les céréales ! Autant dire une baisse à la polonaise !

LOUIS MERMAZ : PAS DE YALTA AGRICOLE

Et, surtout, de quoi réjouir les Américains qui n'attendent qu'une chose des Européens : qu'ils baissent leur garde pour qu'eux-mêmes puissent conquérir de nouveaux marchés. Conscient du danger -les négociations viennent de reprendre- et dépositaire des exportations agroalimentaires françaises (50 milliards d'excèdent, soit l'équivalent du déficit des produits industriels), Louis Mermaz, plus ironique que jamais, a cherché à souligner la candeur de la Commission européenne, en déclarant : "Les Américains ne rêvent que d'une chose, c'est que l'Europe leur laisse l'agriculture sérieuse -celle des marchés mondiaux- et qu'elle opte définitivement pour une agriculture des pâquerettes, des petits oiseaux et des papillons." Et d'ajouter à l'adresse de l'opinion publique agricole : "Cela n'est pas acceptable. La libéralisation des échanges appelle des contreparties, notamment en ce qui concerne l'arrivée massive et sans contraintes des produits de substitution des céréales (destinés à l'alimentation animale)." En clair : il est urgent d'attendre ; rouvrir, dans le contexte actuel, le chantier d'une enième réforme de la PAC n'est pas opportun.

Jacques Delors a répondu par un exposé en deux points.

Premièrement, un bref historique : la PAC est la première et la seule véritable politique européenne, elle a donné à l'Europe l'autosuffisance alimentaire et à la France le deuxième rang de puissance verte du monde. Inconvénient : une politique budgétivore, qui accaparait les trois quarts des ressources de la CEE. D'où les réformes des années 80, qui ont débouché sur des mécanismes automatiques de limitation des volumes de production : quotas sur les laits, stabilisateurs agrobudgétaires sur les céréales, etc. Résultat cette fois : la modernisation de l'agriculture est faite, mais de nombreux paysans ont été laissés sur la route. De l'avis de Jacques Delors, trop ou en tout cas suffisamment : "Nous touchons aujourd'hui au dernier carré, en deçà duquel des problèmes de société voient le jour, la désertification notamment."

Deuxième point, les propositions : "Comment marier les deux objectifs, que tout le monde s'assigne dans les discours : stimuler la compétitivité et maintenir la population agricole à son niveau actuel ? "Pour Jacques Delors, la réponse passe par un changement radical de cap : rapprocher les prix agricoles européens de la réalité des cours mondiaux d'une part et, d'autre part, généraliser les aides directes aux producteurs, qui se trouvent en dessous d'un seuil de production. Ainsi, ceux qui le veulent et qui le peuvent iront aux marchés, les autres seront aidés. Cette proposition rejoint une vieille revendication du PS qui, jusqu'à présent, n'avait pas rencontré d'écho dans les instances européennes.

Alors, pourquoi cette méfiance ? Réponse de Louis Mermaz : "En l'état, nous savons ce que nous avons mais pas précisément ce que l'on nous propose. La proposition de la CE est de la bonne littérature. Il y manque des chiffres." En clair, là encore : si tout le monde s'accorde mezza voce à reconnaître la justesse de la philosophie de la nouvelle PAC, il reste à déterminer les seuils de production à partir desquels les nouveaux mécanismes entreront en jeu. Une belle négociation de marchands de tapis en perspective, l'enjeu pour la France restant bien évidemment de maintenir en l'état son potentiel d'exportation. "Comment déshabiller Pierre pour habiller Paul sans que le premier ne se retrouve complètement nu ?" Tel est le mandat du ministre français de l'Agriculture qui, en attendant l'ouverture de réelles négociations, a choisi de rester prudent.

TROUVER DE NOUVEAUX EQUILIBRES

Georges Garrot, le délégué national à l'Agriculture du PS, n'a pas, lui, de contraintes tactiques à respecter. Il a donc livré un plaidoyer pour "la recherche de nouveaux équilibres, entre production, occupation du territoire et préservation de l'environnement", ajoutant même à l'adresse des plus timorés : "1991 doit être l'année d'un grand tournant en matière agricole et rurale." La troisième voie proposée par Jacques Delors pourrait bien constituer ce virage-là.

Philippe Navarro

une ville moyenne qui fait sa pub

Fougères (Ille-et-Vilaine, 24.000 hab.), milieu des années 80. Difficultés économiques. Résignation. Une campagne publicitaire assène alors : "A Fougères, on est comme çà !" L'effet de surprise passé, voilà qu'on commence à y croire.







"Mon pauvre monsieur, ici tout se casse la figure." Verdict sans appel d'un bistrot aux consultants en communication de la ville. Fougères souffre des ravages induits par le délabrement d'une mono-industrie (au début du siècle, 11.000 personnes "bossaient pour la godasse"). Durant les quinze dernières années, les licenciements sont massifs. Les créations d'emplois passent inaperçues. Dans un miroir, les Fougerais se trouvent laids. "L'histoire économique de Fougères occultait des richesses -patrimoine ou savoir-faire- qu'il fallait remettre à jour", explique le maire, Jacques Faucheux.

"A Fougères, on est comme ça !" Pouce en haut. Placardée sur des affiches de 12m2, en octobre 1986, l'affirmation doit être un électrochoc. Un forum des entreprises apporte la preuve qu'il ne s'agit pas d'une simple allégation. 20.000 visiteurs constatent que les Fougerais ont bien, "du talent plein les mains, des idées plein la tête", selon un autre slogan de la campagne. Grâce à une collaboration étroite avec la Chambre de commerce et d'industrie, les chefs d'entreprise suivent. "Le consensus n'est pas une vertu en matière publicitaire, en le cherchant, on atteint la platitude, explique Jacques Delanoé, gérant de l'agence rennaise Roux et Séguéla. Le slogan n'a pas été testé en laboratoire, il est venu d'instinct, Fougères l'a pris d'instinct."

Deuxième temps, une communication tournée vers l'extérieur. Un spot télé sur FR3 en 1987 et une campagne touristique dans l'Ouest, jusqu'à la gare Montparnasse. En 1989, des encarts dans la presse économique choisissent l'humour : "Si les Européens ne perdent pas leurs pantalons, c'est à Fougères qu'on le doit." En 1990, l'inattendu est encore au rendez-vous : images de la ville en noir et blanc. "T'as pas vu Fougères, t'as rien vu". Provocation, clin d'œil et esthétisme : évoquer la photographie d'art et rompre avec un environnement publicitaire très coloré. Base du succès, selon Jacques Delanoé, un accord profond entre l'agence et son annonceur. "Fougères a accepté de prendre tous les risques. Dépenser, il y a cinq ans, un million de F pour une campagne de pub, n'avait rien d'évident." Consécration, Fougères rafle les récompenses : du premier prix de la communication économique des villes en 1988 à une mention au grand prix d'affichage de Porticcio.

DES ETATS-GENERAUX

Etablir un lien de cause à effet entre ces actions de communication et les résultats économiques serait abusif. Pourtant, le taux de chômage de l'arrondissement fougerais est passé de 12,3% en 1986 à 8,1% en 1990. De même, les entrées au château ont plus que doublé en sept ans. Mais Jacques Faucheux n'est pas homme à vendre du vent : "La question essentielle est celle de la démocratie, de la participation et de l'information de la population, les affiches n'y suffisent pas." Le contact direct avec les citoyens s'est établi dès 1983, grâce aux états-généraux : dans chaque quartier, les habitants ont exprimé leurs souhaits. La rencontre rituelle, entre élus et population, se reproduit désormais chaque année. En 1990, de nouveaux états-généraux ont eu lieu : Fougères 2000. "Pendant deux jours, une ambiance de fête démocratique superbe", affirme Jacques Faucheux.

A l'avant-garde, le maire ne se laisse pas, pour autant, bercer d'illusions. Fougères ne sera jamais une métropole européenne, une de plus. Il limite son rayonnement aux 100 Km alentour. Mais pouce en haut.

Maryline Trassard

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **L'Hérault innove en installant un comité départemental de l'évaluation des politiques publiques et un conseil scientifique de l'évaluation. "Il s'agit, précise Gérard Saumade, président du conseil général, d'établir une appréciation, soit avant d'engager des décisions pour mieux comprendre comment les fonder ; soit d'en suivre le déroulement pour mieux ajuster leur dérive ; soit d'en retenir les résultats réels pour en tirer les leçons des décisions à venir." Premières interventions : la politique de l'eau et les finances.**

■ Un sondage révèle que les Français connaissent mal les fonctions du département : 15% des ruraux et 8% des citadins désignent le conseil général comme acteur de l'aide sociale.

■ **Pour la première fois, une ville nouvelle, Cergy-Pontoise (95), est concernée par une opération de développement social des quartiers (DSQ). Le quartier Saint-Christophe, (78 délits par an pour mille habitants), bénéficiera de cette procédure.**

■ Assises nationales de l'eau : les 19 et 20 mars à La Villette, à l'initiative de Brice Lalonde. Objectif : faire la synthèse des réflexions sur la gestion de l'eau et la protection des milieux naturels aquatiques. Au programme : l'eau dans le monde rural, dans la ville, l'eau-l'industrie-les transports... (47-28-44-66).

■ **Le musée national de la Plaisance et des Sports nautiques s'installera à Caen. L'accord est venu du ministère de la Défense. Entouré d'un espace d'activités nautiques, le musée abritera des modèles de navires, des maquettes, une bibliothèque spécialisée, une salle de conférences, des œuvres de peintres de marine... Il pourrait ouvrir ses portes en 1995.**

■ Le gouvernement a réattribué 16 lignes aériennes province-Europe à des compagnies privées -abandonnées en novembre dernier par Air-France pour manque de rentabilité- ainsi que la desserte Montpellier-Madrid, nouvellement créée. Air-Littoral ramasse la mise en récupérant 13 de ces 17 lignes.

C . L . U . B

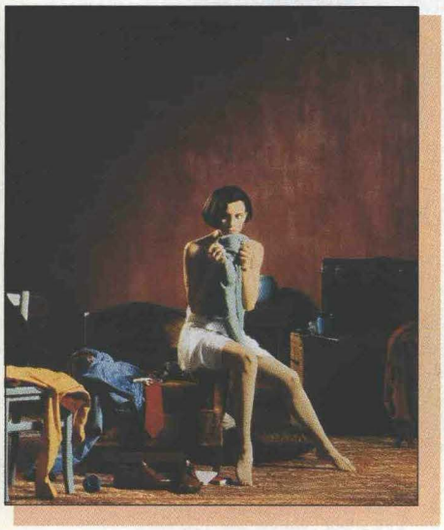
Vendredi

Heureux cinéphiles :
la Carte Jeunes et le Club "Vendredi"
vous invitent à une nuit de projection
non-stop au Max-Linder
Avis à nos lecteurs de province :
quand vous déciderez-vous à investir le Club ?
proposez-nous vos spectacles, vos coups de coeur !
Nous les attendons.



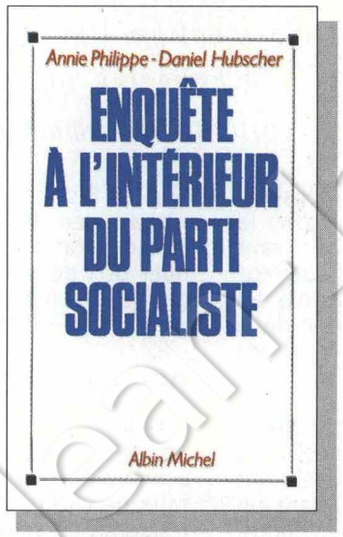
Pour faire des envieux ?
une seule solution :
s'abonner !

"PROJECTIONS PUBLIQUES"
CARTE JEUNES &
Vendredi



vous invitent le 15 mars 1991
à la projection
en avant-première
de *"Jalousie"*,
de Kathleen Fonmart
avec Lio et Christian Vadim,
suivie d'une sélection
du Festival du court métrage
de Clermont-Ferrand
de 24 heures à l'aube au
Max-Linder Panorama
(24 Bd Poissonnière, 75009 PARIS)

40 coupe-file
sont à la disposition
de nos abonnés
Appelez-nous au ***45.56.78.57***
à partir du 12 mars,
et n'oubliez pas :
identifiez-vous avec
votre numéro d'abonné



Commandez-le,
nous vous l'envoyons

"Un livre qui permet enfin de comprendre ce parti d'une extraordinaire diversité, à l'heure d'un tournant de son histoire"
Philippe Vallet, "France-Info"

"... Une (enquête) qui amène, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités, à s'interroger sur la place des partis dans la France actuelle"
"Le Progrès"

"...Un ouvrage qui s'adresse autant aux solferinologues avertis qu'à un large public... Une réflexion de fond sur l'évolution et le devenir du Parti socialiste"
J .-M. S., "Le Figaro"

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
*(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*

❑ *2 -* * Avec mon abonnement je commande :
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F**
- ❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" : **350 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **400 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **400 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **450 F**

❑ *3 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement
- ❑ l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" : **130 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **200 F**
- ❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **200 F**
- ❑ "Le Feu et l'eau" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **250 F**

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

***Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"**

Abonnez-vous les !

Spécial militants

Pour deux abonnements vendus,
"Vendredi" maintient
l'ancien tarif d'abonnement (200 F)
et vous offre
" Dessins inspirés par l'actualité"
ainsi qu'un "pin's"

N° de section |_|_|_|_|_| N°d'adhérent |_|_|_|_|_|_|
Mon nom.....
Adresse.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville.....

Je prends note que je recevrai en cadeau
"Dessins inspirés par l'actualité" et le pin's "Vendredi"

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

- 1 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

- 2 -
Nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

28 février

La guerre est finie ! Après une dernière concertation avec Paris et Londres, George Bush a annoncé l'arrêt des hostilités contre l'Irak. Décision capitale qui coupe court aux accusations selon lesquelles l'objectif des Etats-Unis était moins la libération du Koweït que la destruction de l'Irak. Tous ceux qui, chez nous et ailleurs, ont dénoncé un "dérapage" par rapport aux résolutions des Nations Unies en sont pour leurs frais. François Mitterrand avait encore répété dimanche qu'il n'était pas question pour nous d'aller à Bagdad (ni même à Bassorah). Je ne sais si certains, à Washington, pensaient autrement, le fait est que la thèse de la sagesse l'a emporté.

Pris à contre-pied, le Parti communiste qui, la veille encore, affirmait que Bush voulait continuer la guerre, nous fait le coup de "celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas" en appelant au rassemblement des "pacifistes" et du "grand nombre de Français (qui) ont pensé qu'il n'y avait pas d'autre voie pour faire céder Saddam Hussein que le recours à la force". L'histoire a donné raison à ces derniers, dont je suis heureux d'apprendre en lisant "L'Humanité" qu'ils sont autant "attachés à la paix" que les premiers. Je doute pourtant qu'ils soient enclins à se réunir sous la bannière de Georges Marchais qui s'est trompé de bout en bout.

1er mars

Parmi ceux qui ont pris position contre la guerre, je compte des amis chers avec lesquels j'entends bien continuer de dialoguer. Je pense, par exemple, à Georges Montaron qui, dans "Témoignage chrétien", accuse François Mitterrand d'avoir "participé à l'humiliation du dictateur irakien et de ses troupes d'élite" et ajoute "on ne méprise pas impunément des peuples. C'est une faute grave, un crime que d'attenter à leur dignité." Mais où Montaron a-t-il vu que la France ait voulu humilier le peuple irakien ? N'est-ce pas plutôt Saddam Hussein qui a montré par sa mégalomanie sanguinaire, son obstination guerrière doublée d'une stratégie incohérente, le mépris dans lequel il tenait son propre peuple et sa propre armée ? Je reste persuadé que c'est en se débarrassant de ce tyran que le peuple irakien retrouvera sa dignité.

Je pense aussi au père Jean Toulat avec qui j'ai correspondu pendant cette période et qui m'écrit encore, en date du 27 février, "qu'il fallait s'en tenir au blocus" mais qui ajoute un post-scriptum daté du 28 : "Je suis sûr que le PS et le gouvernement voudront avoir un rôle constructif dans ce nouvel après-guerre." J'en suis sûr aussi, cher Jean Toulat, mais croyez-vous que l'on aurait pu construire quoi que ce soit en laissant impunie l'agression de Saddam Hussein et en lui donnant le temps d'achever la destruction du Koweït ?

4 mars

Ne nous faisons pas trop d'illusions ! Les 85% qui approuvent aujourd'hui le président de la République seront sans doute moins nombreux dans quelque temps. Il reste que la fermeté tranquille avec laquelle François Mitterrand a conduit la politique de la France tout au long de cette crise du Golfe a impressionné les Français. Jacques Chirac lui-même ne trouve rien à redire. Allié irréprochable des Américains pendant la guerre, le président s'est appliqué dès hier soir à faire entendre à nouveau la voix originale de la France en faveur d'une paix qui doit être maintenant l'œuvre des Nations Unies. J'espère que nos amis arabes, maghrébins notamment, qui nous font grief de notre participation à la coalition, auront retenu ce qu'il a dit de la question palestinienne et aussi des aspirations du peuple irakien. Preuve nouvelle, s'il en fallait, que la France ne faisait pas la guerre au monde arabe mais à un dictateur dont le monde arabe est la victime.

VIRGIL TANASE

Prospective et discernement

Ne vous en faites pas. Alain Minc finira tout comme Hélène Carrère d'Encausse : à l'Académie française.

Depuis qu'il n'est plus raisonnable de se faire peur en invoquant l'armée Rouge, on a trouvé, dans les salons, un autre jeu de société. Entre les courses et le Golfe, on s'avise qu'à l'Est de l'Europe il y a des nations et que, faute de mieux, on peut en faire des pions sur un échiquier afin d'occuper le temps du pousse-café. Sans se donner la peine de nous rappeler qu'il y a une dizaine d'années elle prédisait la mort du système soviétique sous la pression des nations, et qu'entre temps celui-ci a basculé, démoli par des forces dont les experts n'avaient pas deviné l'importance, Hélène Carrère d'Encausse enfourche son dada et publie un ouvrage très académique : "La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique" (1). Dans la mesure où on peut s'y fier (j'ai montré ailleurs que les informations de Mme d'Encausse sont parfois chancelantes), l'ouvrage est riche en éléments à même de nous faire mieux comprendre l'évolution actuelle du système soviétique. La glasnost ayant permis aux peuples de l'Union de retrouver leur histoire, ceux-ci constatent que le passé (fait d'impérialisme russe) et le présent (la faillite du communisme) les poussent à croire que "leur destin doit être dans leurs mains". A cela s'ajoutent des conflits interethniques qui "ont des racines sociales et économiques". Conclusion : "La démocratie passe par la solution de la question nationale ; la priorité, pour tout mouvement authentiquement démocratique, est donc de lutter pour l'autodétermination des peuples d'URSS." Et Mme d'Encausse d'enfoncer le clou : "La nation inscrite dans un Etat est une étape décisive du processus de modernisation des sociétés. L'attachement à la nation, c'est-à-dire à la communauté élargie, soudée par la proximité territoriale et par un passé commun, dotée de structures acceptées, est le propre de l'homme civilisé ; c'est un progrès sur la société primitive, non une régression vers elle."

En cela, Mme d'Encausse rencontre Alain Minc qui signe, "La Vengeance des nations" (2). Lorsqu'ils échouent en affaires, les hommes ont tendance de se tourner vers des domaines où leurs erreurs coûtent moins. Dans l'espoir d'attirer l'attention de quelque homme politique en mal de conseiller, Alain Minc pond tous les ans un livre de son cru. Si vous enlevez les redites et les lieux communs, du dernier il ne reste qu'un article de journal, tout aussi éphémère parce que tout aussi inconsistant. Les bouleversements à l'Est devraient nous faire redécouvrir la nation et nous inciter à en tenir compte afin qu'elle ne devienne l'arme d'un nationalisme-populisme exploitant mieux ses ressources. "Avec la nation, la France va redécouvrir l'Etat", écrit Minc et il ajoute : "L'idée nationale passe d'abord par une communauté française cohérente... où les quelques millions d'exclus, immigrés compris, auront retrouvé une place." Comme tous les experts, Alain Minc a simplement le tort de partir d'une prémisse fantasmée -rien ne permet d'affirmer, que ces derniers temps, l'idée d'Etat



national n'a pas occupé les esprits- et d'inventer des démons pour avoir le mérite de les chasser. Le "nationalisme" qu'il craint tant risque de n'être qu'une composante d'un processus où beaucoup d'autres éléments, au moins aussi importants, tempèrent les excès. De plus, Alain Minc oublie d'imaginer ce que donnerait, dans le concret -c'est pas le souci des conseillers-, sa "préférence" pour les immigrés ("A l'Etat de mettre à bas ses règles uniformes : à l'école, dans les services collectifs, dans l'action sociale...").

Mais ne vous en faites pas : Alain Minc finira, comme Mme d'Encausse, à l'Académie où l'on ramasse autour du dictionnaire les gens qui risqueraient d'être nuisibles ailleurs.

(1) Fayard, 430 p., 130 F.
(2) Grasset, 273 p., 100 F.

"les Contes d'Hoffmann" une injustice réparée

Il convient, lorsque l'on se pique de bon goût et de culture musicale, de tordre le nez à la seule évocation de Jacques Offenbach. C'est bien simple, n'est-ce-pas, son nom devrait être gommé, radié de la musique. De la musique et d'ailleurs aussi : avec un patronyme pareil et un physique comme le sien, est-il seulement bien français ? Ou plutôt, on ne sait trop quoi...

Le procès intenté à l'homme n'est que trop habituel. Celui fait au musicien est aussi injuste. Et c'est une belle et bonne réparation qui va lui être donnée au théâtre du Châtelet.

Offenbach avait bâti tout son succès sur des œuvres légères ("La Belle Hélène", "Orphée aux enfers", etc.). Mais il rêvait d'une revanche sur ces réussites trop faciles et voulait écrire un grand opéra qui montrerait qu'il était homme de théâtre, capable de sérieux comme il l'avait été de rire. Offenbach mourra, en octobre 1880, ayant à la main le troisième acte des "Contes d'Hoffmann" qu'il achevait. Depuis la première, le 10 février 1881, "Les Contes d'Hoffmann" rencontrent un succès qui ne s'est jamais démenti. Pourquoi ?

La première des deux explications tient au caractère fantastique du livret. Le fantastique est beaucoup plus rare dans l'opéra français que dans le répertoire allemand. L'intrigue est un emprunt à l'Allemand E.T.A. Hoffmann, dont trois récits ont été liés dans un récit pseudo-autobiographique. Elle nous conduit dans un monde tour à tour féerique, absurde, ou fantasmagorique. Et l'histoire, néanmoins, tient debout. Ce qui est si rare à l'opéra !

Ensuite, Offenbach a écrit une partition à l'unisson de cette intrication du banal et de l'extraordinaire, de l'harmonieux et du bizarre. Sa musique va des petits galops à la cantilène, de la puissance de l'orchestre aux duos séraphiques. Bien qu'il ait un nez crochu, Offenbach confirme qu'il est un maître de l'orchestration et de la couleur musicale.

Deux atouts enfin à cette série de six représentations. En premier lieu, la mise en scène est signée Afredo Arias. Ceux qui ont vu cette production à Genève, l'été dernier, savent combien elle est astucieuse et efficace. Arias, qui en est le maître, s'appuie sur la recette de l'illusion dans l'illusion, du théâtre dans le théâtre. Enfin, l'atout supplémentaire par rapport aux représentations genevoises tient à la distribution très renouvelée, mis à part Barry Mc Cauley, remarquable Hoffmann et, surtout, à la direction d'Eliahu Inbal qui se révèle très à son avantage dans la musique française. Il sera à la tête de l'Orchestre Philharmonique de Radio- France, notre meilleure formation actuelle.

Ce sera un des grands spectacles de la saison.

J.G.

Théâtre du Châtelet, les 15, 17, 20, 23, 26 et 28 à 20 h. ☎ 40.28.28.40



▼ *Les costumes de Patrick Lebreton : Olympia, la petite fille, Coppelius, Hoffmann, Cochenille (de g. à d.).*

CINEMA

"Havana"

En joueur professionnel, voici à nouveau Robert Redford.

Pour la septième fois, Sydney Pollack le choisit comme interprête. A La Havane, durant les derniers jours de 1958, juste avant la fuite de Batista et l'entrée victorieuse de Fidel Castro dans la capitale, il rencontre Roberta (Lena Olin), une militante castriste. L'un vient faire de l'argent, l'autre la révolution. Idylle tumultueuse.

Mais l'intérêt est ailleurs. Il se situe dans l'atmosphère si bien rendue de cette capitale de la corruption et des plaisirs faciles pour milliardaires américains. Dans la restitution minutieusement fidèle de La Havane, bien que le film ait été réalisé à Saint-Domingue, le gouvernement américain n'ayant pas autorisé le tournage à Cuba, Sydney Pollack n'en a pas moins parfaitement recréé l'ambiance de décadence de cette fin de régime. Et la richesse arrogante côtoyant la plus extrême pauvreté.

Intéressant aussi, le personnage de Jack Weil-Robert Redford qui promène dans les casinos son éternelle jeunesse et ses costumes impeccables. Car son truc, c'est le poker et rien d'autre. Mais son détachement apparent cache un désespoir secret. Celui de voir le monde auquel il croyait s'écrouler autour de lui. Jack est tout à fait dans la lignée des aventuriers et héros solitaires interprêtés par Redford dans d'autres films prestigieux de Sydney Pollack, tels "Jeremiah Johnson", "Nos plus belles années" et "Out of Africa".

C. P.

A lire : la biographie de Sydney Pollack qui sort en même temps que le film (voir notre rubrique livres).

▼ *Robert Redford dans "Havana"*



TV

STRATEGES

Chaque samedi à 20 h sur FR3-La Sept, avant la bonne et solide leçon donnée par le professeur Marc Ferro dans "Histoire parallèle", Jean-Christophe Victor, avec "Le Dessous des cartes", propose une excellente chronique de géopolitique. N'en dit-il pas plus que tous les généraux et autres spécialistes qui, avec la guerre du Golfe, ont occupé le petit écran ? Jean-Christophe Victor cultive la compétence souriante, la lucidité exempte de démagogie, la précision intelligente. Avec ses cartes, il révèle, souligne, évoque l'essentiel. Les grands équilibres, les fractures de la planète apparaissent, tout à coup, avec évidence. Jean-Christophe Victor est à écouter et à regarder.

"Scoop" (A2) se propose de scruter le monde du journalisme. Louable ambition, mais qui risque d'accumuler les poncifs. Dominique Jamet, scénariste et dialoguiste pour "Années de plume, années de plomb", en rassemblant ses souvenirs de "L'Aurore", n'a pas toujours échappé à ces défauts. Son discours sur le milieu, avec l'amitié puis la rupture entre un rédacteur en chef protecteur et un jeune reporter aux dents longues, manquait, pour le moins, de finesse. Le réalisateur Nicolas Ribowski a bénéficié d'un parfait Claude Piéplu et d'un prometteur Jacques Gamblin. "Scoop", malgré ses défauts, a plus de punch et d'authenticité que "Châteauvallon" de triste mémoire.

Fin de "La Milliardaire" (A2). Les robes de Nicole Courcel firent vraiment honneur à la haute couture parisienne. Les dialogues ne firent honneur à personne.

"Thalassa", semaine après semaine, demeure un des grands rendez-vous de FR3. Le dernier numéro offrait un reportage sur l'île de Lundy où, à quelques dizaines de km des côtes britanniques, une douzaine et demie d'hommes et de femmes séjournent volontairement loin de toute civilisation. Par économie, on coupe l'électricité à minuit et le rafiot chargé de la liaision avec le continent est, parfois, obligé de rester à quai en raison des tempêtes. Faut-il envier les hôtes de Lundy ? Bof ! "Thalassa" donne, également, des nouvelles maritimes sans affectation. Ici, on fait aimer la mer sans forcer la note.

Bernard Pivot, en recevant Françoise Giroud, nous a montré de trop brèves séquences sur l'admission à la Chambre de Lords de P.D. James, très honorable dame britannique spécialisée dans le roman policier. Ce fut une bien belle cérémonie, digne de "Bouillon de culture" (A2).

Samedi 9, ne ratez pas, sur A2, la 16e "Nuit des Césars". Elle permet de prendre le pouls des humeurs de la profession.

P.Y.



62, année fatidique

Ça y est, c'est fini. Le fumeur de Gitanes a cassé sa pipe. Maintenant on va nous le commenter, nous l'analyser, nous le saucissonner. Peut-être même fera-t-il l'objet d'une belle thèse en Sorbonne : "Gainsbourg et les femmes", "Gainsbourg et le fric", "Gainsbourg : génie ou mystificateur ?"
Tous les cafards, tous les peigne-cul et autres peine-à-jouir qui le trouvaient, jadis, vulgaire ou démesurément provocateur (comme si la provocation supportait la mesure) lui trouveront maintenant du charme voire du talent...
On nous le servira, réchauffé, en grand-messe télévisuelle entre un hommage à Balavoine et un "Best of Coluche" : "Mesdames, mesdemoiselles, mes yeux, voici l'artiste !" Dégustez "69, année érotique". Deshabillé par des baudruches télévisuelles, voilà la vraie vulgarité.
Les autres, ceux qui savent, ceux qui appréciaient les "plaisantristes" de Lucien Ginzburg, n'ont pas besoin de parler, ni de pleurer... A quoi bon ?

F.T.

DES ROMANS POLICIERS

***"Meurtres en blouse blanche"**, par P.D. James (Le Livre de poche n° 6928). Le milieu hospitalier n'est pas toujours composé d'aimables infirmières, pense le commissaire Dalgliesh... Un des meilleurs P.D. James, peut-être.*

***"M. Malbrough est mort"**, par Pierre Véry (Librairie des Champs-Elysées n° 2038). La guerre d'Espagne aurait-elle des répercussions dans ce coin de notre aimable province ? Pierre Véry, en 1937, tenait la forme.*

***"Zaune"**, par Oppel (Série noire, Gallimard n° 2257). Une descente brutale dans une banlieue où la drogue le dispute au sordide. Une drôle de balade dans les déchets d'une ville. Ce polar vaut bien un rapport officiel.*

***"J'ai été un fantôme"**, par Boileau-Narcejac (Folio n° 2233). Sympathique et classique pour les amateurs du duo. Qui, un jour, n'a rêvé de jouer au fantôme ?*

***"La Chasse à la BD"**, par Ron Goulart (Série noire, Gallimard n° 2252). La BD n'est plus ce qu'elle était ! Une raison supplémentaire pour suivre les péripéties de cette BD érotique qui intéresse, si fort, des méchants.*

***"La Confiance règne"**, par Gérard Delteil (Série noire, Gallimard n° 2255). Pour son 3e titre dans l'illustre série, Delteil ficelle, avec des cordes un peu grosses, une histoire d'homme d'affaires qui manque vraiment d'honnêteté.*

P.Y.

le théâtre à l'heure de l'Europe

Deux initiatives d'échange théâtral intéressantes.

• Une coproduction franco-suisse : le Théâtre de Vidy, à Lausanne, s'est associé au Théâtre de la Ville pour une création, "La Duchesse de Malfi", de John Webster. Texte français de Claude Duneton. Jusqu'au 13 avril ☎ 48.87.54.42.

• De son côté, le Théâtre de l'Est parisien ouvre ses portes à la Comédie de Saint-Etienne pour la création en France des "Sept portes", de Botho Strauss, dans une mise en scène et traduction de Daniel Benoin. Jusqu'au 14 avril. Le spectacle part ensuite en tournée à travers l'Europe, dans le cadre du 2e festival de la Convention théâtrale européenne. TEP ☎ 43.63.20.96.

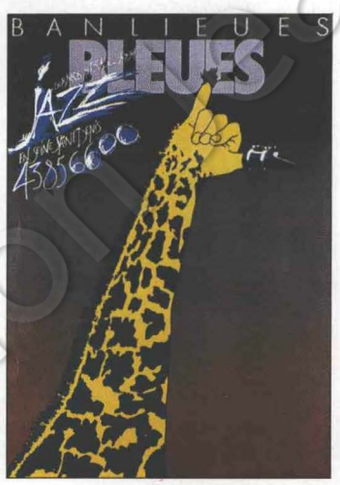
N. A.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
et Pierre Ysmal (télévision - policiers)

ça chante et ça jazze

Des festivals en pagaille et en perspective, à partir du 8 avril en Ile-de-France.

Le premier, Chorus des Hauts-de-Seine, nous offre sur un plateau, du 8 mars au 2 avril, 50 artistes, 70 spectacles répartis dans 22 villes du département. Pêle-mêle, vous y entendrez des "barons" de la chanson française : Julien Clerc, Sardou, Bécaud, Mitchell. Des valeurs qui montent : Pauline Ester, Arthur H ou confirmées : l'Affaire Louis Trio. Les zygomatiques ne seront pas épargnés : Rufus, Muriel Robin, Alex Métayer pour ne citer qu'eux...



Si cette splendide affiche ne vous inspire pas (vous êtes difficile !) prenez le périph', direction la Seine-Saint-Denis. Là-bas, on jazze sur tous les tons : du 8 mars au 13 avril pour la XIIIe édition du festival Banlieues bleues. Bien plus qu'un simple festival, c'est un véritable creuset où l'on écoute : Stan Getz (ce soir), Michel Portal, Shirley Horn & Toots Thielemans, Eddy Louis, Dizzy Gillespie ; où l'on regarde des films sur Salif Keita, Quincy Jones ou bien les derniers Spike Lee... où l'on discute de/et où l'on apprend le jazz dans des ateliers pour des leçons (très) particulières avec des pointures comme Charlie Haden. Bref, de quoi s'occuper d'ici aux premiers jours du Printemps... de Bourges, évidemment.

F. T.

Chorus des Hauts-de-Seine
☎ 47.29.33.33
Banlieues bleues.
Jazz en Seine-Saint-Denis
☎ 43.85.66.00

... EN BREF...

■ **Marcel Marceau (qui était l'invité de "Vendredi", n° 90, du 15 février) entre à l'Institut. Le plus célèbre des mimes a été élu à l'Académie des Beaux-Arts.**

■ James Brown, le roi du funk, mène la vie dure aux assureurs. Après avoir saccagé l'agence du sien, "Sex machine" fut condamné à six ans de réclusion. Depuis, James Brown a fait amende honorable et sortira prochainement (coïncidence, son nouvel album aussi). Aux dernières nouvelles, Garaud n'a toujours pas suggéré à Simone Weber de se mettre à la soul music.

■ **Pour le XVe Printemps de Bourges (29 avril / 5 mai), Michel Fugain et une chorale, Gérard Blanchard et son accordéon, Guesch Patti et, Encore, Patrick Bruel et ses groupies, Eddy Mitchell et... ses légionnaires ?**

■ Le baryton Gabriel Bacquier, qui fêtera ses 67 ans le 17 mai, vient de triompher au Covent Garden de Londres dans le rôle de Bartolo du "Barbier de Séville". Il sera le terrible "Barbe-Bleue" dans "Ariane et Barbe-Bleue", de Paul Dukas, du 22 au 30 avril au théâtre du Châtelet.

■ **Un "Monsieur Orgue" au ministère de la Culture. Patrice Béghain est chargé d'une "mission nationale" touchant les problèmes de toutes les orgues françaises, anciennes et modernes.**

■ Des CD classiques à 44 F. Virgin reprend sous le label "Espoir classique" le catalogue Naxos dont chaque CD était vendu 39 F en France, seul pays où cette collection n'a eu aucun succès. Présentation améliorée, livrets traduits, soixante titres proposés.

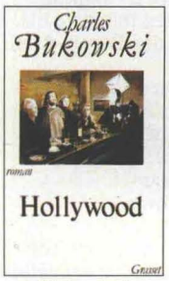
■ **Mozart au festival d'Aix. Sont prévus : "Les Noces de Figaro", la création mondiale d'un singspiel, "La Culpabilité du premier commandement", une nuit Mozart dans les rues d'Aix (le 15) et une série de récitals de chant (du 10 au 31 juillet). ☎ 42.23.37.81**

■ La première usine française de dessins animés par ordinateur vient d'être inaugurée à Saint-Malo. Objectif : réalisation de 23 heures de dessins animés par an et création de cent emplois.

■ **146 films français ont été produits en 1990 (contre 136 en 1989). Les productions françaises à 100% sont passées de 66 à 81. Soit 3,3 milliards de F. d'investissement global. L'aide de l'Etat aux grandes productions (50 millions de F) a bénéficié à 12 films dont "Cyrano", "Nikita" et "Uranus".**

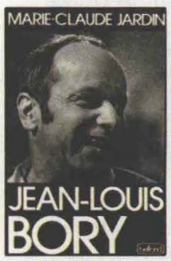
post-scriptum

CHARLES BUKOWSKI
"Hollywood"



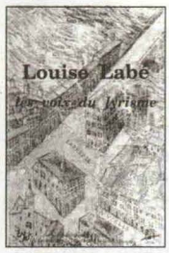
"Eh oui, c'était l'histoire de ma vie". Quelles existences étranges peuvent mener les ivrognes. Et quel est l'ivrogne que Bukowski connaît le mieux, sinon lui-même ? "Ecrire, dit-il, n'a jamais été un travail pour moi." Ingrédients indispensables : la radio sur une station de musique classique, une cigarette, une bouteille. La machine à écrire fait le reste... Bien sûr que non.
L'écrivain otage de son besoin de boire : on a déjà lu. Peut-être jamais avec moins d'artifice qu'ici. Sous couvert du récit du tournage de "Barfly" qui retrace la vie de Charles Bukowski, c'est l'expression, sarcastique, d'une souffrance.
Grasset, 258 p., 100 F.

MARIE-CLAUDE JARDIN
"Jean-Louis Bory"



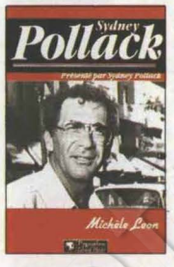
Certains de ceux qui nous ont quittés sont encore auprès de nous comme si de rien n'était. Et certainement pas la mort. Même lorsqu'ils sont allés au-devant d'elle. Jean-Louis Bory est de ceux-là. Vérification : dater l'année de son départ n'a aucun intérêt, mais se souvenir pour la re-sentir, de sa fraternité, est -onze ans après, donc- de la même aide.
Pendant les années Bory, l'insolence était une "vertu cardinale" et la provocation un courage nécessaire. Marie-Claude Jardin a recueilli des témoignages sur le "drôle de zèbre", des amis, des témoins et des complices. Et c'est Jean-Louis Bory qui s'est un peu plus rapproché.
Belfond, 254 p., 120 F.

GUY DEMERSON
"Louise Labé"



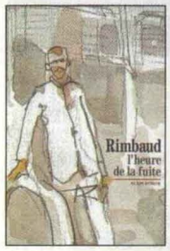
Louise Labé était une personnalité de toute première grandeur. Aujourd'hui, on admire ses poèmes. On en salue l'audace, la combinaison du beau et du sensuel.
Guy Demerson rassemble une série de contributions. Sur la femme -mondaine, musicienne, féministe et érudite-, sur le cadre social du XVIe siècle, sur son écriture et son ton, sur sa manière d'aborder l'autre, sur son lyrisme, son influence. Belle, belle Cordière.
Edition du CNRS, 274 p., 120 F.

MICHELE LEON
"Sydney Pollack"



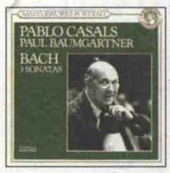
Il passe d'un genre et d'un style à l'autre : western, histoire d'amour, thriller, comédie, drame social, épopée romanesque. Il cherche à saisir l'instant de la confrontation du rêveur avec la réalité.
Voici le premier ouvrage exhaustif sur l'auteur de "Havana", "Out of Africa", "On achève bien les chevaux". Sydney Pollack parle de son métier, de sa vision du monde, de son œuvre et Robert Redford raconte leur amitié.
Pygmalion, 322 p., 145 F.

ALAIN BORER
"Rimbaud, l'heure de la fuite"



"L'homme était grand, bien bâti, presque athlétique, au visage parfaitement ovale d'ange en exil, avec des cheveux châtain clair mal en ordre et des yeux d'un bleu pâle inquiétant." (Verlaine)
Rimbaud est né en même temps que Freud, Pétain et Buffalo Bill. Il est mort à 37 ans, l'âge de grands artistes brûlés. L'urgence est un des thèmes de ce petit livre intense et dense. On en dira par commodité que c'est une biographie éclatée. Alain Borer, qui vit en familiarité avec Rimbaud, dégage la diversité et l'unité profonde de l'œuvre et de la vie. Nombreuses références et illustrations.
Gallimard - Découvertes, 178 p., 56 F.

BACH par Pablo Casals



Un de ces grands moments de musique qui échappent aux mots. L'enregistrement est ancien : réalisé en 1950 au festival de Prades, il est juste assez nasard et sec pour que la matité du son ajoute davantage à l'émotion.
Qui n'a jamais entendu Casals n'a pas à hésiter. Ces trois sonates pour piano et viole de gambe, transcrites pour le violoncelle, n'ont jamais trouvé d'équivalent. Les notes tenues de Casals sont des instants d'éternité. Avec Paul Baumgartner au piano.
CBS, 46445, 49'47", env. 90 F.

PENDERECKI
"Passion selon saint Luc"



Le plus connu des compositeurs polonais actuels veut réconcilier la musique contemporaine et un public moins avant-gardiste.
La "Passion", qui date de 1965, tente cette rude synthèse. Elle y atteint à certains passages où des séries dodécaphoniques font écho au grégorien et Bach à Stravinsky.
On sait le succès que cette "Passion" a rencontré, au grand dam des novateurs les plus intransigeants. Réelle intensité dramatique, unité de la construction. Sous la direction de l'auteur.
Argo, 430328, 76'29", env. 120 F.

BOB MARLEY
"Talkin' Blues"



Sans Chris Blackwell, producteur jamaïcain éclairé et fondateur du label Island, le reggae serait peut-être de nos jours considéré comme une aimable musiquette exotique, bonne à faire danser des touristes grisés pendant tout un été. Mais celui-ci a su dénicher la perle rare, la perle noire qui donna à cette musique ses lettres de noblesse. Bob Marley, chantre du reggae et de la religion rasta devint, dans les années 70, l'égal des dieux... du Top.
Le 11 mai prochain, on fêtera le Xe anniversaire du jour où un vilain petit crabe noir emporta la perle noire de Kingston. Island nous fait le cadeau de versions inédites de "I shot the sheriff", "Get up, stand up" et, en sus, des extraits d'interviews du rasta sur JBC, une radio locale jamaïcaine. Jah live !
Island, 84824, 55'50", env. 125 F.

BIRELI LAGRENE
"Acoustic moments"



On le vit croiser le manche, il y a peu, au Sunset, avec un autre surdoué de la guitare jazz : Mike Stern. Mais si ce dernier est résolument tourné vers le jazz-rock, Bireli Lagrene, lui, a plus d'une corde à ses manches. Et ce disque pluridisciplinaire le prouve.
Etonnant de dextérité et de clarté sur "Made in France", superbe dans "Acoustic moments", Bireli est indéniablement le guitariste à suivre. Le jeune gitan accompagnera Charlie Haden au festival Banlieues bleues de Seine-Saint-Denis le 20 mars. "Acoustic moments" sous le bras, allez donc l'applaudir.
EMI, 7952632, 45', env. 120 F.

Agenda

Classique

AVIGNON
"Véronique" (Messager). Opéra, les 9, 10, 16, 17 ☎ 90.82.23.44
BORDEAUX
"Otello" (Verdi) avec Margaret Price. Pal. des Sports le 10, 20h30 ☎ 56.48.58.54
MARSEILLE
"Thaïs" (Massenet). Opéra, les 9, 13 et 17 ☎ 91.55.00.70
NANTES
"La Traviata" (Verdi). Théâtre Graslin, les 10, 12, 14 et 16 ☎ 40.41.90.68
PARIS
• "La Dame de Pique" (Tchaïkovsky). Opéra-Bastille du 8 au 23 ☎ 40.01.16.16
• Teresa Berganza, récital. Gaveau, le 11 20h30 ☎ 49.53.05.07
SENLIS
• Festival de musique baroque du 9 au 23 ☎ 44.53.06.40
TOURS
"L'Italienne à Alger" (Rossini). Grand Théâtre, les 8, 10 et 11 ☎ 47.05.37.87
FRANCE-MUSIQUE. Pavarotti en direct du Met de New York dans "Le Chevalier à la rose" (Strauss), le 9,19h30.

Théâtre

CHATENAY-MALABRY
"Mélodie de Varsovie" (L. Zorine), mise en scène Virgil Tanase. A la suite du débat : "Roumanie, quel bilan ?" Le Campagnol 17h30 ☎ 46.83.45.38
LORIENT
"Feu la mère de Madame" et "Ne te promène donc pas toute nue" (Feydeau). Th. du Quai-Ouest, jusqu'au 24 ☎ 97.83.51.51
MÉRIGNAC
"Mélodrames" avec Daniel Mesguich et Cyril Huve. Th. du Pin-galant, le 9, 20h30 ☎ 56.97.82.82
MONTPELLIER
"Le Neveu de Wittgenstein" (T. Bernhard) 10 mars, 18h. Th. des Treize-Vents ☎ 67.52.72.91
PARIS
• "Comme un bateau ivre" (d'après Rimbaud). Schola Cantorum, du 9 au 24 ☎ 43.54.15.39
STRASBOURG
La Comédie française s'installe au TNS avec "Iphigénie" (Racine), du 15 mars au 6 avril ☎ 88.35.44.52

Cinéma

BOBIGNY
Théâtre au cinéma : Manoel de Oliveira, Shakespeare, Maria Casares, du 15 au 30 ☎ 48.30.32.87
PARIS
Cinéma au réel. XIIIe festival international de films ethnographiques et sociologiques. Du 9 au 17, Beaubourg ☎ 42.77.12.33
ROUEN
Festival du cinéma nordique, du 13 au 24 ☎ 35.98.28.46

Expositions

ARLES
"Picasso, la Provence et Jacqueline". La période provençale. Espace Van Gogh, jusqu'au 12 mai - ☎ 90.49.36.79
PARIS
• Joos Van Cleve, école flamande, Louvre, jusqu'au 27 mai ☎ 40.20.50.50
• "Le Temps des synagogues". Architecture et sites. Musée d'Orsay, jusqu'au 27 mai ☎ 40.49.48.14
NANCY
"La Figuration des années 60". Quinze peintres révoltés. Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 27 ☎ 83.32.86.16
NANTES
Rétrospective Vuillard. Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 20/04. ☎ 40.41.65.65

Jazz-variétés

***Gérard Blanchard :** PLAISIR les 8 et 9 ; GAUCHY (02) le 12 ; METZ le 15 ; MONTREUX le 16 ; BEAUCOURT (90) le 17.*
***Arthur H. :** POITIERS le 14 ; MAYENNE le 15 ; SURESNES le 16.*
Festival Ricard Live Music
15 et 16, PARIS Zénith : Dave Stewart, Elmer Food Beat, Prefab Sprout.
• Michel Legrand quintet, NEUILLY-SUR-SEINE le 9.
• Hommage à Thelonius Monk avec René Urtreger, BEAUVAIS le 12.
• Didier Lockwood, NANCY le 12.
• Toots Thielemans, LE HAVRE le 15.

FRANÇOISE GIROUD

Françoise Giroud nous a livré récemment ses "Leçons particulières". Acuité du trait et de la plume, mordant d'un côté, pudeur de l'autre, la grande dame de la presse revenue de la comédie du pouvoir, aujourd'hui éditorialiste télé, n'a pas renoncé à son regard lucide. Entretien.

"Vendredi". Vous vous interrogez sur les limites de ce que vous allez dévoiler de vous-même. Jusqu'où acceptez-vous d'aller ?
Françoise Giroud. Pas très loin, mais plus que je n'ai jamais été. Un amour partagé appartient autant à l'autre qu'à vous. Le raconter se conçoit dans une transfiguration romanesque. J'étais réticente à détailler ma vie privée. Je l'ai fait seulement quand c'était nécessaire pour comprendre le reste du livre.

Qu'est-ce qui vous a guidé dans votre vie ?
Ce dont j'aurais voulu toujours être capable : de courage et de compassion. Ce sont deux sentiments auxquels il ne faudrait jamais renoncer.

Pourquoi les femmes ont-elles mieux pénétré le journalisme que la politique ?
Les sources du pouvoir ne sont pas tellement nombreuses : il y a le pouvoir politique et l'argent. On compte peu de femmes chez les dirigeants d'entreprise. La politique est le dernier cercle du pouvoir ; les hommes ne veulent pas céder leur souveraineté. On ne peut réussir sans l'appui d'un parti. Donc, il faut adhérer, militer, suivre un cursus. Un parcours presque impossible à accomplir pour une femme ; les hommes s'y opposent. C'est valable dans tous les partis, voyez ce qui est arrivé à Barzach. On ne peut pas dire qu'au Parti socialiste ce soit non plus le rêve. Le journalisme s'est davantage ouvert aux femmes. Des femmes brillantes ont percé, notamment à la télévision. Mais quasiment aucune femme n'a la responsabilité d'un journal, sauf de journaux féminins.

Quel est votre regard sur le journalisme d'aujourd'hui, avec la montée de l'audiovisuel ?
Je suis une femme de l'imprimé non par conservatisme mais parce que l'électronique ne transmet rien en matière d'information : une nouvelle importante à la radio, vous avez envie de la vérifier dans un journal. Les gens confondent les paroles qu'ils entendent à la télé, ce sont les images qui remuent. Mais l'audiovisuel fait que les journaux ne peuvent se contenter de donner l'information. Il faut aller au-delà.

L'époque des grandes signatures d'écrivains, de philosophes comme Sartre, Mauriac, Camus semble pourtant révolue...
Ce sont plutôt les philosophes qui sont révolus. Quand ce n'est pas son métier, il faut des raisons puissantes pour écrire des articles. Ces raisons manquent un peu. Mais ceux qui ont quelque chose à dire, les Glucksmann, les Michel Serres, sont encore ravis d'écrire dans un journal. Sartre a fait un minimum d'articles dans sa vie, il lui fallait cinquante feuillets pour s'exprimer ! Mauriac a été vraiment journaliste. Il a écrit pendant des années, chaque semaine, sur une distance donnée avec une extrême discipline. Il est vrai qu'on ne trouve pas l'équivalent d'un Mauriac. Mais enfin, il aimait écrire, ce n'était pas un effort pour lui.



"J'aurais voulu toujours être capable de courage et de compassion. Ce sont deux sentiments auxquels il ne faudrait jamais renoncer."

Pourquoi tenir la rubrique de télévision du "Nouvel Observateur" ?
La télévision est un phénomène fantastique. Quand un pays entier est planté devant son écran, on doit s'interroger sur ce qu'il reçoit, ce qu'il retient, ce qu'on lui transmet. La télévision est l'ultime lien social : on regarde tous la même chose en même temps. Les hommes politiques ont aussi beaucoup changé. Devant la télévision, il faut savoir se présenter, parler d'une certaine manière. On ne peut pas leur en faire grief : il faut bien accepter cette loi de la télévision mais, en même temps, il est terriblement malsain de se transformer en acteur.

Le service public a-t-il encore un sens ?
Ah oui, absolument, sinon ce serait un désastre épouvantable ! Au moins, cette barrière existe. Les proches du pouvoir rêvent d'avoir les programmes de la 7 avec l'audience de la Une. Malheureusement, ce n'est pas possible.

On vous a accusé d'être trop sensible aux sirènes américaines. Comment réagissez-vous à ce débat redevenu d'actualité avec la crise du Golfe ?
L'antiaméricanisme est une vieille lune, exploitée en France par le PC, qui a gagné ses franges et une partie du PS. C'est une attitude que je n'ai jamais comprise. Je comprends qu'on refuse d'être sous tutelle américaine. Mais pourquoi hurle-t-on à la domination américaine quand on n'a jamais crié contre celle des Soviétiques ? Il ne faut aucune domination d'aucun pays sur aucun autre. J'aime bien l'Amérique, mais je trouve des tas de choses antipathiques aux USA. La plupart de ceux qui parlent de l'Amérique ne la connaissent pas. C'est un pays très différent du nôtre. Nous n'avons presque rien de commun avec les Américains.

Si ce n'est la démocratie...
J'aimerais que nous ayons autant de contre-pouvoirs que la démocratie américaine. Le président des Etats-Unis doit plus compter avec son Congrès que le président français avec son Parlement. En matière économique, les règles sont bien plus rigoureuses que chez nous : le jour où un financier sera condamné à douze ans de prison n'est pas encore arrivé ! Je n'apprécie guère une certaine vulgarité américaine, certains modes de vie. Nous avons importé l'aspect le plus superficiel : les Macdonalds, les jeux. Mais nous ne sommes pas américanisés en profondeur.

Vous témoignez d'un profond attachement à la France, à sa civilisation...
C'est un pays très précieux, dont on voudrait vraiment être sûr qu'il va résister aux tornades qui s'annoncent de tous les côtés. Un pays qui a encore un sens de la douceur de vivre bien que cela ait diminué avec le temps. Mais enfin, subsiste encore un sensualisme qui nous protège de beaucoup d'inconvénients et en particulier du fascisme.

Propos recueillis par B.C.

AUJOURD'HUI ETRE PROF C'EST AVOIR LA POSSIBILITE DE TRAVAILLER AVEC DES ENTREPRISES. AUJOURD'HUI ON PEUT ETRE PROF AVEC UNE FORMATION TECHNIQUE. AUJOURD'HUI UN PROF DU SECONDAIRE PEUT ENSEIGNER EN FAC. AUJOURD'HUI LE METIER DE PROF A CHANGE.

Pour enseigner renseignez-vous.

Composez le 36.14 Edutel ou appelez le Ministère, Tél. : 16.1.49 95 44 44.

PROFESSION PROFESSEUR.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

ECOM R.C. Paris B 301 689 113

Fondation Jean-Jaurès